



Société anonyme au capital de 3.187.026,85 euros
Divisé en 9.105.791 actions de 0,35 euro chacune
Siège social : 14 Rue du Viaduc
94130 Nogent sur Marne
682 038 385 RCS Créteil

Tél : 01 48 72 21 63
Fax : 01 48 72 02 96

RAPPORT

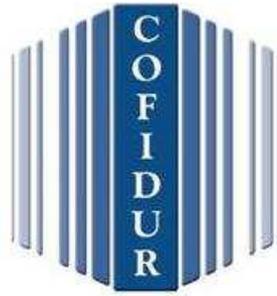
FINANCIER

ANNUEL

2007

Sommaire

- Attestation du responsable.....3
- Comptes consolidés.....4
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....30
- Comptes sociaux.....32
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux.....43
- Rapport Spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions
et engagements réglementés..... 45
- Honoraires des Commissaires aux comptes.....47
- Rapport de Gestion.....48
- Rapport du Président sur le contrôle interne.....64
- Rapport des Commissaires aux comptes sur le contrôle interne.....72
- Document d'information annuel.....74



Société anonyme au capital de 3.187.026,85 euros
Divisé en 9.105.791 actions de 0,35 euro chacune
Siège social : 14 Rue du Viaduc
94130 Nogent sur Marne
682 038 385 RCS Créteil

Tél : 01 48 72 21 63
Fax : 01 48 72 02 96

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, figurant en page 48, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le président du conseil d'administration

Henri TRANDUC

COMPTES CONSOLIDES

Bilan au 31 décembre 2007

ACTIF En milliers d'euros	Note	31/12/2007 Normes IFRS	31/12/2006 Normes IFRS	31/12/2005 Normes IFRS
Ecarts d'acquisition nets			-	-
Immobilisations incorporelles nettes	5.1	85	143	87
Immobilisations corporelles nettes	5.2	5 275	5 003	5 195
Titres mis en équivalence		115	96	118
Actifs disponibles à la vente			-	-
Autres actifs financiers non courants	5.3	140	45	52
Autres actifs non courants			-	-
Actifs d'impôts différés	5.4	907	990	992
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		6 522	6 277	6 444
Stocks nets	5.5	30 674	27 928	15 024
Créances clients et autres créances nettes	5.6	37 193	41 561	29 285
Actifs financiers de transaction			-	-
Actifs financiers dérivés			-	-
Impôts courants	5.7	-	19	129
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.8	4 223	4 573	3 130
Actifs détenus en vue d'être cédés			-	-
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		72 090	74 081	47 568
TOTAL DE L'ACTIF		78 612	80 358	54 012

PASSIF En milliers d'euros	Note	31/12/2007 Normes IFRS	31/12/2006 Normes IFRS	31/12/2005 Normes IFRS
Capital social		3 187	2 916	2 916
Primes d'émission		1 667	1 667	1 667
Réserves liées au capital		5 354	4 936	3 878
Réserves consolidées		3 595	4 156	4 921
Résultat net		1 333	138	300
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	5.9	15 137	13 813	13 682
<i>Dont Part du groupe</i>		<i>14 298</i>	<i>13 021</i>	<i>12 925</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>		<i>839</i>	<i>792</i>	<i>757</i>
Emprunt Obligataire	5.10	1 298	1 246	1 253
Dettes financières à long et moyen terme	5.11	1 568	943	945
Autres passifs financiers		-	-	-
Avantage du personnel	5.12	2 783	2 742	2 744
Provisions - non courant		-	-	-
Passifs d'impôts différés	5.4	121	208	203
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		5 770	5 139	5 145
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme	5.13	1 057	775	815
Concours bancaires	5.14	20 214	20 443	9 167
Dettes fournisseurs et autres dettes	5.15	35 969	39 150	24 709
Provisions courantes	5.16	435	992	494
Passifs financiers dérivés		-	-	-
Impôts courants		29	45	-
Autres passifs courants		-	-	-
Passifs détenus en vue d'être cédés		-	-	-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		57 705	61 406	35 185
TOTAL DU PASSIF		78 612	80 358	54 012

COMPTES CONSOLIDES

Compte de résultat au 31 décembre 2007

COMPTE DE RESULTAT En milliers d'euros	Note	31/12/2007 Normes IFRS	31/12/2006 Normes IFRS	31/12/2005 Normes IFRS
Chiffre d'Affaires	4.1	119 238	109 934	81 732
Autres produits de l'activité	4.2	45	23	33
Produits des activités ordinaires		119 282	109 957	81 765
Achats consommés	4.3	- 70 268	- 65 157	- 42 193
Charges de personnel	4.4	- 28 966	- 28 864	- 25 934
Charges externes	4.5	- 12 996	- 13 118	- 8 365
Impôts et taxes		- 2 756	- 2 523	- 2 142
Dotations nettes aux amort. et pertes de valeur	4.6	- 1 706	- 1 709	- 1 483
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	4.7	- 1 023	- 593	- 901
Variation de stocks de produits en cours/produits finis		866	3 527	872
Autres charges d'exploitation nettes des produits	4.8	- 30	71	37
Résultat opérationnel courant		2 402	1 591	1 656
Autres produits et charges opérationnels	4.9	172	- 740	- 800
Résultat opérationnel		2 574	851	856
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		108	45	29
Coût de l'endettement financier brut	4.10	- 1 261	- 696	- 507
Coût de l'endettement financier net		- 1 153	- 651	- 478
Autres produits et charges financiers	4.11	102	144	- 48
Charges d'impôt sur le résultat	4.12	- 159	- 191	- 29
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		- 32	- 15	- 1
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		1 333	138	300
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat net		1 333	138	300
- part du groupe		1 285	104	297
- intérêts minoritaires		48	34	3
Résultat par action		0.15	0.01	0.04
Résultat dilué par action		0.14	0.02	0.04

COMPTES CONSOLIDES

Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2007

<i>Variation des flux de trésorerie (en milliers d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET CONSOLIDE (y compris intérêts minoritaires)	1 364	153	300
Quote part dans résultat sociétés en équivalence	- 32	15	1
Dividendes reçus des sociétés en équivalence			
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie			
Dérive de résultat + résultat de dilution			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 303	2 251	1 980
Autres produits et charges calculés	- 1 193	- 39	1 330
Plus et moins values de cession	- 62	- 64	
Impôts différés	- 5	7	
Subventions virées au résultat	- 22	- 22	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2 354	2 302	3 611
Variation nette exploitation	- 1 056	- 10 381	- 581
Variation de stock	- 2 774	- 12 891	- 307
Variation des créances d'exploitation	4 387	- 21 751	- 4 357
Variation des dettes d'exploitation	- 2 670	24 261	4 083
Variation nette hors exploitation	- 499	- 203	403
Variation des créances hors exploitation	- 1 488	2 200	242
Variation des dettes hors exploitation	798	- 2 292	3
Charges et produits constatés d'avance	191	- 111	158
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 1 556	- 10 584	- 179
Flux net de trésorerie généré par l'activité	798	- 8 282	3 432
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles	- 41	- 171	
Décassement / acquisition immobilisations corporelles	- 1 051	- 1 285	- 1060
Encaissement / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	112	101	
Subventions d'investissements encaissés			
Décassement / acquisition immobilisations financières	- 1		
Encaissement / cession immobilisations financières		5	
Trésorerie nette / acquisitions & cessions de filiales			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 982	- 1 350	- 1 060
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports			350
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Dividendes versés aux actionnaires de la mère			
Dividendes versés aux minoritaires			
Variation des autres fonds propres			
Encaissements provenant d'emprunts	1 003	570	710
Remboursement d'emprunts	- 939	- 770	- 1 252
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	64	- 200	- 192
Norme IAS 39			
VARIATION DE TRESORERIE	- 120	- 9 833	2 180
TRESORERIE A L'OUVERTURE	- 15 870	- 6 037	- 8 217
Reclassement de trésorerie			
TRESORERIE A LA CLOTURE	- 15 990	- 15 870	- 6 037

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Contexte général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des états membres doivent présenter, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, leurs comptes consolidés en utilisant le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) élaboré par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting interpretations committee).

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes 2007 sont celles publiées au journal officiel de l'union européenne (JOUE) au 31 décembre 2007 et dont l'application est obligatoire à cette date.

Les nouvelles normes IAS/IFRS et interprétations IFRIC applicables à compter du 1^{er} janvier 2007 sont sans incidence sur les comptes de l'exercice.

1.2 Méthodes de consolidation

Les entreprises détenues à plus de 50% sont intégrées globalement.

Les entreprises dans lesquelles Cofidur exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable sont mises en équivalence.

La liste des sociétés composant le périmètre est annexée en note 4.

1.3 Immobilisations incorporelles

Elles sont quasi uniquement constituées de logiciels acquis pour de faibles valeurs unitaires et amortis linéairement sur 3 ans.

Le groupe n'a pas identifié d'autres actifs répondant aux définitions et critères de comptabilisation de la norme IAS 38.

1.4 Immobilisations corporelles

Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les coûts d'emprunts ainsi que les frais d'acquisition sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions d'équipements sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de la productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « contrats de location » sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissements

Les amortissements sont généralement calculés suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production. La durée est fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Durées d'utilisation en année		
Constructions	(1)	15
Agencements et installations		10 -15
Matériels et outillages	(2)	5-15
Matériels informatiques		3- 5
Matériels de transports		3-5

(1) Les amortissements des biens immobiliers sont calculés selon la méthode linéaire sous déduction d'une valeur résiduelle estimée.

(2) Les amortissements des matériels industriels significatifs sont calculés selon des méthodes linéaires ou autres déterminées par référence à leurs durées d'utilisation estimées.

1.5 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. L'évolution des conditions d'utilisation ou la baisse significative des rendements attendus constituent les principaux indices de pertes de valeurs.

1.6 Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé sur la base des derniers prix d'achat. Il incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

Les coûts d'emprunts ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

1.7 Impôts

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales selon la méthode du report variable. Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Hormis les indemnités de départ à la retraite, les actifs d'impôts différés significatifs ne sont constatés que si la société ou le groupe a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures.

En l'absence d'une visibilité suffisante sur les bénéfices imposables futurs, les impôts différés actifs sur les déficits reportables ne sont pas constatés.

Les impôts différés sont présentés à l'actif et au passif du bilan dans les éléments non courants.

Les actifs et passifs d'impôts exigibles sont classés en éléments courants.

1.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires ainsi que les parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur.

1.9 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions est imputé directement en augmentation de capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

1.10 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

1.11 Engagements de retraites et assimilés

Dans le cadre des régimes à prestations définies et, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon la méthode des unités de crédits projetés.

En ce qui concerne les régimes à cotisations définies (régime générale et retraites complémentaires) le groupe n'a pas d'autre obligation que le versement des primes qui sont prises en compte dans le résultat de la période.

1.12 Emprunt obligataire convertible

La valeur de la composante dette et de la composante capitaux propres ont été déterminées lors de la première application des normes IAS 32 et 39 au 1^{er} janvier 2005. La juste valeur de la composante dette a été calculée en actualisant cette dernière au taux moyen des obligations privées. Les incidences de l'actualisation sur la période ou l'exercice sont constatées en produits et charges financiers. (Note 7.10)

1.13 Concours bancaires courants

En application de la norme IAS 32, les concours bancaires courants intègrent les financements de créances commerciales. De ce fait, les effets escomptés non échus ainsi que les créances affacturées et cédées en Dailly ont été reclassées en créances clients à l'actif et en crédits à court terme au passif pour le même montant.

NOTE 2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

NOM/ADRESSE/ACTIVITE/N° SIREN	% DETENTION AU 31/12/07	Méthode de consolidation	% DETENTION AU 31/12/06
Société mère du Groupe – Holding COFIDUR - 14 Rue du Viaduc 94130 - NOGENT-SUR-MARNE SIREN : 682 038 385 00048	-	IG	-
COFIDUR EMS (anciennement CEL; montage de cartes et intégration) 79 Rue Saint Méline - BP 60435 - 53004 - LAVAL Cedex SIREN : 348 552 415 00021	99,99%	IG	99,99%
COFIDUR ELECTRONIQUE détenue par COFIDUR EMS (montage de cartes) Z.I. de Périgueux-Boulazac - Rue Firmin Bouvier - 24 759 BOULAZAC Cedex SIREN : 379 703 093 00011	83,10%	IG	83,10%
COFITEL détenue par COFIDUR EMS (montage de cartes) 20 rue de la Chimie , Z.I. Sidi rezig, 2033 mégrine Tunisie	48,98%	ME	48,98%
TEHCI RHONE ALPES (circuits imprimés) Z.A. du Truisson - Le Pré Chabert - 73240 - SAINT GENIX SUR GUIERS SIREN : 390 909 547 00015	99,96%	IG	99,96%

Le périmètre n'a pas connu d'évolution au cours de l'exercice 2007.

Les sociétés COFIDUR CITEL Hong Kong et Shanghai constituées au cours du second semestre ont été exclues du périmètre de consolidation (note 5.3)

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IAS 14 « informations sectorielles », le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteurs d'activité, le second niveau par secteur géographique. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

3.1 Secteurs d'activité

Le groupe est géré en trois segments principaux :

- La branche EMS qui regroupe les activités de sous-traitance électronique
- La branche circuits imprimés
- La holding COFIDUR SA

Les états présentés reprennent les données propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante ; la colonne « éliminations » regroupe la suppression des opérations et comptes entre les différents secteurs.

3.2 Comptes de résultat

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2007 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	14 098	2 300	108 146	- 5 306	119 238
Autres produits de l'activité	22	-	23	-	45
Produits des activités ordinaires	14 120	2 300	108 169	- 5 306	119 282
Achats consommés	- 5 924	- 1	- 67 277	2 934	- 70 268
Charges de personnel	- 4 317	- 1 357	- 23 292	-	- 28 966
Charges externes	- 2 018	- 444	- 12 906	2 372	- 12 996
Impôts et taxes	- 436	- 71	- 2 249	-	- 2 756
Dotations nettes aux amort. et pertes de valeur	- 731	- 70	- 905	-	- 1 706
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	- 169	- 11	- 844	-	- 1 023
Variation de stocks de produits en cours/produits finis	- 37	-	903	-	866
Autres charges d'exploitation nettes des produits	53	3	- 86	-	- 30
Résultat opérationnel courant	540	348	1 513	0	2 402
Autres produits et charges opérationnels	-	-	172	-	172
Résultat opérationnel	540	348	1 686	0	2 574
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	142	-	- 34	108
Coût de l'endettement financier brut	- 169	- 8	- 1 118	34	- 1 261
Coût de l'endettement financier net	- 169	134	- 1 118	0	- 1 153
Autres produits et charges financiers	-	- 52	154	-	102
Charges d'impôt sur le résultat	- 11	12	- 160	-	- 159
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	- 32	-	- 32
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	360	443	530	0	1 333
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-
Résultat net	360	443	530	0	1 333
- part du groupe	360	443	482	-	1 285
- intérêts minoritaires	-	-	48	-	48

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2006 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	12 884	2 300	99 484	- 4 734	109 934
Autres produits de l'activité	18	-	4		23
Produits des activités ordinaires	12 902	2 300	99 488	- 4 734	109 957
Achats consommés	- 5 683	-	- 61 884	2 411	- 65 157
Charges de personnel	- 4 332	- 1 290	- 23 242		- 28 864
Charges externes	- 1 973	- 457	- 13 010	2 320	- 13 119
Impôts et taxes	- 472	- 64	- 1 990	3	- 2 524
Dotations nettes aux amort. et pertes de valeur	- 801	- 17	- 891		- 1 709
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	- 9	- 13	- 571		- 593
Variation de stocks de produits en cours/produits finis	71	-	3 456		3 527
Autres charges d'exploitation nettes des produits	85	14	- 28		71
Résultat opérationnel courant	- 212	473	1 330	0	1 591
Autres produits et charges opérationnels	-	-	- 740		- 740
Résultat opérationnel	- 212	- 473	590	0	851
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	123	18	- 95	45
Coût de l'endettement financier brut	- 170	- 3	- 619	95	- 696
Coût de l'endettement financier net	- 170	120	- 13	0	- 651
Autres produits et charges financiers	-	2	142		144
Charges d'impôt sur le résultat	- 34	8	- 164		- 191
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	- 15		- 15
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	- 416	603	- 49		138
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-		-
Résultat net	- 416	603	- 49		138
- part du groupe	- 415	603	- 84		104
- intérêts minoritaires	- 1	-	35		34

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2005 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	13 060	2 517	71 185	- 5 030	81 732
Autres produits de l'activité	2		31		33
Produits des activités ordinaires	13 062	2 517	71 216	- 5 030	81 765
Achats consommés	- 5 108		- 39 553	2 468	- 42 193
Charges de personnel	- 4 487	- 1 422	- 20 025		- 25 934
Charges externes	- 2 521	- 623	- 7 775	2 554	- 8 365
Impôts et taxes	- 446	- 62	- 1 643	9	- 2 142
Dotations nettes aux amort. et pertes de valeur	- 714	- 11	- 758		- 1 483
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	- 35	113	- 979		- 901
Variation de stocks de produits en cours/produits finis	- 24		896		872
Autres charges d'exploitation nettes des produits	8		6		37
Résultat opérationnel courant	- 265	535	1 385	1	1 656
Autres produits et charges opérationnels		- 800			- 800
Résultat opérationnel	- 265	- 265	1 385	1	856
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		29			29
Coût de l'endettement financier brut	- 155	- 3	- 349		- 507
Coût de l'endettement financier net	- 155	26	- 349		- 478
Autres produits et charges financiers	19	- 8	- 58	- 1	- 48
Charges d'impôt sur le résultat	- 7	313	- 335		- 29
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			- 1		- 1
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	- 408	66	642	0	300
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession					
Résultat net	- 408	66	642	0	300
- part du groupe					297
- intérêts minoritaires					3

3.3 Bilans

ACTIF AU 31 DECEMBRE 2007 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Ecarts d'acquisition nets					
Immobilisations incorporelles nettes	38		47		85
Immobilisations corporelles nettes	2 159	118	2 997		5 275
Titres mis en équivalence			115		115
Actifs disponibles à la vente					
Autres actifs financiers non courants	1		139		140
Autres actifs non courants					
Actifs d'impôts différés	133	47	727		907
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 331	166	4 025		6 522
Stocks nets	1 426		29 248		30 674
Créances clients et autres créances nettes	5 731	3 036	32 645	- 4 220	37 193
Actifs financiers de transaction					
Actifs financiers dérivés					
Impôts courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	144	2 979	1 101		4 223
Actifs détenus en vue d'être cédés					
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	7 301	6 015	62 994	- 4 220	72 090
TOTAL DE L'ACTIF	9 632	6 181	67 019	- 4 220	78 612

PASSIF AU 31 DECEMBRE 2007 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Capital social					3 187
Primes d'émission					1 667
Réserves liées au capital					5 354
Réserves consolidées					3 595
Résultat net					1 333
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES					15 137
<i>Dont Part du groupe</i>					<i>14 298</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>					<i>839</i>
Emprunt Obligataire		1 298			1 298
Dettes financières à long et moyen terme	493	53	1 022		1 568
Autres passifs financiers					
Avantage du personnel	443	140	2 199		2 783
Provisions – non courant					
Passifs d'impôts différés			121		121
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	936	1 491	3 342		5 770
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme	359	56	643		1 057
Concours bancaires	3 165		17 049		20 214
Dettes fournisseurs et autres dettes	2 639	383	37 167	- 4 220	35 969
Provisions courantes	89		347		435
Passifs financiers dérivés					
Impôts courants			29		29
Autres passifs courants					
Passifs détenus en vue d'être cédés					
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	6 251	439	55 236	- 4 220	57 705
TOTAL DU PASSIF	8 598	13 308	60 927	- 4 220	78 612

ACTIF AU 31 DECEMBRE 2006 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Ecarts d'acquisition nets					-
Immobilisations incorporelles nettes	18	4	120		143
Immobilisations corporelles nettes	2 178	178	2 648		5 003
Titres mis en équivalence			96		96
Actifs disponibles à la vente					-
Autres actifs financiers non courants	13		32		45
Autres actifs non courants					-
Actifs d'impôts différés	182	43	765		990
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 391	225	3 661		6 277
Stocks nets	1 474		26 454		27 928
Créances clients et autres créances nettes	4 318	1 876	38 373	- 3 006	41 561
Actifs financiers de transaction					-
Actifs financiers dérivés					-
Impôts courants			19		19
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40	3 672	861		4 573
Actifs détenus en vue d'être cédés					-
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	5 832	5 548	65 707	- 3 006	74 081
TOTAL DE L'ACTIF	8 223	5 774	69 367	- 3 006	80 358

PASSIF AU 31 DECEMBRE 2006 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Capital social					2 916
Primes d'émission					1 667
Réserves liées au capital					4 936
Réserves consolidées					4 156
Résultat net					138
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES					13 813
<i>Dont Part du groupe</i>					<i>13 021</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>					<i>792</i>
Emprunt Obligataire		1 246			1 246
Dettes financières à long et moyen terme	345	109	489		943
Autres passifs financiers					-
Avantage du personnel	415	129	2 197		2 742
Provisions - non courant					-
Passifs d'impôts différés	38		170		208
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	798	1 484	2 857		5 139
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme	413	54	309		775
Concours bancaires	2 146		18 298		20 443
Dettes fournisseurs et autres dettes	2 806	428	38 923	- 3 006	39 150
Provisions courantes			992		992
Passifs financiers dérivés					-
Impôts courants			45		45
Autres passifs courants					-
Passifs détenus en vue d'être cédés					-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	5 365	482	58 567	- 3 006	61 406
TOTAL DU PASSIF	6 163	1 966	61 424	- 3 006	80 358

ACTIF AU 31 DECEMBRE 2005 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Ecarts d'acquisition nets					-
Immobilisations incorporelles nettes	43	8	36		87
Immobilisations corporelles nettes	2 809	19	2 367		5 195
Titres mis en équivalence			118		118
Actifs disponibles à la vente					-
Autres actifs financiers non courants	15		37		52
Autres actifs non courants					-
Actifs d'impôts différés	183	39	770		992
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	3 050	66	3 328		6 444
Stocks nets	1 288		13 736		15 024
Créances clients et autres créances nettes	6 823	4 178	23 743	- 5 459	29 285
Actifs financiers de transaction					-
Actifs financiers dérivés					-
Impôts courants	19		110		129
Trésorerie et équivalents de trésorerie	94	668	2 368		3 130
Actifs détenus en vue d'être cédés					-
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	8 224	4 846	39 957	- 5 459	47 568
TOTAL DE L'ACTIF	11 274	4 912	43 285	- 5 459	54 012

PASSIF AU 31 DECEMBRE 2005 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Eliminations	Total
Capital social					2 916
Primes d'émission					1 667
Réserves liées au capital					3 878
Réserves consolidées					4 921
Résultat net					300
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES					13 682
<i>Dont Part du groupe</i>					<i>12 925</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>					<i>757</i>
Emprunt Obligataire		1 253			1 253
Dettes financières à long et moyen terme	699		246		945
Autres passifs financiers					-
Avantage du personnel	420	115	2 209		2 744
Provisions - non courant					-
Passifs d'impôts différés	23	3	177		203
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 142	1 371	2 632		5 145
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme	505		3 349	- 3 039	815
Concours bancaires	2 016		7 151		9 167
Dettes fournisseurs et autres dettes	5 207	464	21 458	- 2 420	24 709
Provisions courantes	5		489		494
Passifs financiers dérivés					-
Impôts courants					-
Autres passifs courants					-
Passifs détenus en vue d'être cédés					-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	7 733	464	32 447	- 5 459	35 185
TOTAL DU PASSIF	8 875	1 835	35 079	- 5 459	54 012

3.4 Tableaux des flux de trésorerie

<i>Variation des flux de trésorerie au 31/12/2007 (en milliers d'euros)</i>	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Total
OPERATIONS D'EXPLOITATION				
RESULTAT NET CONSOLIDE (y compris intérêts minoritaires)	360	443	561	1 364
Quote part dans résultat sociétés en équivalence			- 32	- 32
Dividendes reçus des sociétés en équivalence				
Élimination des éléments sans incidence sur la trésorerie				
Dérive de résultat + résultat de dilution				
Dotations aux amortissements et provisions	848	81	1 470	2 399
Reprises des amortissements et provisions			- 96	- 96
Autres produits et charges calculés	- 59	- 2	- 1 132	- 1 193
Plus et moins values de cession	- 32		- 30	- 62
Impôts différés	11	- 4	- 12	- 5
Subventions virées au résultat	- 22			- 22
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 107	518	729	2 354
Variation nette exploitation	- 1 546	- 432	922	- 1 056
Variation de stock	48		- 2 822	- 2 774
Transferts de charges à répartir				
Variation des créances d'exploitation	- 1 424	- 387	6 199	4 387
Variation des dettes d'exploitation	- 170	- 45	- 2 454	- 2 670
Variation nette hors exploitation	101	- 773	173	- 499
Variation des créances hors exploitation	- 6	- 775	- 707	- 1 488
Variation des dettes hors exploitation	- 4		802	798
Charges et produits constatés d'avance	111	2	78	191
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 1 445	- 1 206	1 095	- 1 556
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 338	- 688	1 824	798
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles	- 34		- 7	- 41
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles	- 112	- 6	- 934	- 1 051
Encaissement / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	52		60	112
Subventions d'investissements encaissés				
Décaissement / acquisition immobilisations financières			- 1	- 1
Encaissement / cession immobilisations financières				
Trésorerie nette / acquisitions & cessions de filiales				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 94	- 6	- 882	- 982
OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation de capital ou apports				
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options				
Dividendes versés aux actionnaires de la mère				
Dividendes versés aux minoritaires				
Variation des autres fonds propres				
Encaissements provenant d'emprunts		3	1 000	1 003
Remboursement d'emprunts	- 482	- 3	- 454	- 939
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 482	0	546	64
VARIATION DE TRESORERIE	- 915	- 694	1 488	- 120
TRESORERIE A L'OUVERTURE	- 2 106	3 672	- 17 437	- 15 870
Reclassement de trésorerie				
TRESORERIE A LA CLOTURE	- 3 021	2 979	- 15 948	- 15 990

(1) Détail de la trésorerie de clôture :

Valeurs mobilières (SICAV de trésorerie)		2 719		2 719
Disponibilités	144	260	1 100	1 504
Concours bancaires	- 2		- 2 263	- 2 265
Effets escomptés non échus, créances affacturées ou cédées en daily	- 3 163		- 14 785	- 17 948
	- 3 021	2 979	- 15 948	- 15 990

<i>Variation des flux de trésorerie au 31/12/2006 (en milliers d'euros)</i>	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Total
OPERATIONS D'EXPLOITATION				
RESULTAT NET CONSOLIDE (y compris intérêts minoritaires)	- 415	603	- 33	153
Quote part dans résultat sociétés en équivalence			15	15
Dividendes reçus des sociétés en équivalence				
Élimination des éléments sans incidence sur la trésorerie				
Dérive de résultat + résultat de dilution				
Dotations aux amortissements et provisions	819	26	1 969	2 815
Reprises des amortissements et provisions	- 18		- 546	- 564
Autres produits et charges calculés	- 9	- 2	- 29	- 39
Plus et moins values de cession	- 61		- 3	- 64
Impôts différés	16	- 8	- 1	7
Subventions virées au résultat	- 22			- 22
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	310	620	1 372	2 302
Variation nette exploitation	- 33	82	- 10 430	- 10 381
Variation de stock	- 91		- 12 799	- 12 891
Transferts de charges à répartir				
Variation des créances d'exploitation	- 77	117	- 21 791	- 21 751
Variation des dettes d'exploitation	135	- 35	24 161	24 261
Variation nette hors exploitation	93	2 313	- 2 609	- 203
Variation des créances hors exploitation	95	2 320	- 215	2 200
Variation des dettes hors exploitation	4		- 2 296	- 2 292
Charges et produits constatés d'avance	- 7	- 7	- 97	- 111
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	59	2 395	- 13 039	- 10 584
Flux net de trésorerie généré par l'activité	369	3 015	- 11 666	- 8 282
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles	- 9		- 163	- 171
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles	- 160	- 6	- 1 119	- 1 285
Encaissement / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	61		40	101
Subventions d'investissements encaissés				
Décaissement / acquisition immobilisations financières				
Encaissement / cession immobilisations financières			5	5
Trésorerie nette / acquisitions & cessions de filiales				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 107	- 6	- 1 237	- 1 350
OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation de capital ou apports				
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options				
Dividendes versés aux actionnaires de la mère				
Dividendes versés aux minoritaires				
Variation des autres fonds propres				
Encaissements provenant d'emprunts	55		515	570
Remboursement d'emprunts	- 500	- 4	- 266	- 770
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 445	- 4	249	- 200
VARIATION DE TRESORERIE	- 183	3 004	- 12 654	- 9 833
TRESORERIE A L'OUVERTURE	- 1 922	668	- 4 783	- 6 037
Reclassement de trésorerie				
TRESORERIE A LA CLOTURE	- 2 106	3 672	- 17 437	- 15 870

(1) Détail de la trésorerie de clôture :

Valeurs mobilières (SICAV de trésorerie)		3 298		3 298
Disponibilités	40	374	861	1 275
Concours bancaires	- 3		- 1 136	- 1 139
Effets escomptés non échus, créances affacturées ou cédées en daily	- 2 143		- 17 162	- 19 305
	- 2 106	3 672	- 17 437	- 15 871

Tableau des flux de trésorerie au 31/12/2005 En milliers d'euros	Circuits Imprimés	Holding	EMS	Total
ACTIVITE				
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	- 408	66	642	300
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors actif circulant)	714	- 155	1 421	1 980
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur				
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		800		800
Autres produits et charges calculés		- 25	86	61
Plus et moins values de cession				
Profits et pertes de dilution				
Quote-part de résultat liées aux sociétés mises en équivalence				1
Dividendes				
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts	306	686	2 150	3 142
Coût de l'endettement financier net	155	- 26	349	478
Charges d'impôts (y compris impôts différés)	7	- 313	335	29
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	468	347	2 834	3 649
Impôts versés	- 15	- 4	- 19	- 38
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dettes liées aux avantages au personnel)	- 1 909	268	1 462	- 179
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 1 456	611	4 277	3 432
INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations	- 359	- 19	- 19	- 1 060
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôts				
Incidence des variations de périmètre (1)				
Autres flux liés aux opérations d'investissement		- 1 130	1 130	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 359	- 1 149	448	- 1 060
FINANCEMENT				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Augmentation, réduction de capital		350		350
Emission et souscription d'emprunts	58		652	710
Remboursements d'emprunts	- 161		- 613	- 774
Autres flux liés aux opérations de financement	- 81	29	- 426	- 478
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 184	379	- 387	- 192
Norme IAS 39				
VARIATION DE TRESORERIE	- 1 999	- 159	4 338	2 180
Trésorerie d'ouverture	77	827	- 9 121	- 8 217
Trésorerie de clôture (1)	- 1 922	668	- 4 783	- 6 037

(1) Détail de la trésorerie de clôture :

Valeurs mobilières (SICAV de trésorerie)		334	2 006	2 340
Disponibilités	94	334	362	790
Concours bancaires	- 4		- 342	- 346
Effets escomptés non échus et cessions de créances dailly	- 2 012		- 6 809	- 8 821
	- 1 922	668	- 4 783	- 6 037

3.5 Zones géographiques

Le groupe réalise l'essentiel de ses activités pour des donneurs d'ordres français.

A titre d'information, le chiffre d'affaires par zones géographiques est le suivant :

En milliers d'euros	France	CEE	USA	Autres	Total
31/12/2007	117 146	707	58	1 327	119 238
31/12/2006	106 974	1 146	93	1 721	109 934
31/12/2005	79 623	1 182	51	876	81 732

NOTE 4 COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2007

4.1 Chiffres d'affaires et résultats par activités

	Chiffre d'Affaires	Chiffre d'Affaires	Résultat Opérationnel courant	Résultat Opérationnel Courant	Résultat Opérationnel	Résultat Opérationnel	Résultat Net	Résultat Net
	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS
E M S	108 146	99 484	1 513	1 330	1 686	590	530	- 49
Circuits Imprimés	14 098	12 884	540	- 212	540	- 212	360	- 416
Holding	2 300	2 300	348	473	348	473	443	603
Elimination	- 5 306	- 4 734	-	-	-	-	-	-
Groupe	119 238	109 934	2 402	1 591	2 574	851	1 333	138

4.2 Autres produits de l'activité

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Production immobilisée	-	-	-
Subvention exploitation	-	-	-
Produits divers de gestion courante	45	23	33
Total	45	23	33

4.3 Achats consommés

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Achats de matières premières	- 68 396	- 69 067	- 38 332
Variation de stocks matières	2 075	9 475	- 511
Sous traitance achats	- 3 947	- 5 565	- 3 350
Total	- 70 268	- 65 157	- 42 193

4.4 Charges de personnel

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Salaires et traitements	- 20 787	- 20 557	- 18 589
Charges sociales	- 8 157	- 8 296	- 7 274
Participation des salariés	- 22	- 11	- 71
Total	- 28 966	- 28 864	- 25 934

4.5 Charges externes

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Achats de consommables	- 1 866	- 1 908	- 1 541
Locations	- 878	- 1 212	- 1 222
Entretien et réparations	- 1 607	- 1 394	- 1 258
Sous-traitance	- 613	- 837	- 369
Assurances	- 671	- 640	- 597
Autres services extérieurs	- 25	- 33	- 28
Intérim	- 4 497	- 4 170	- 872
Honoraires	- 512	- 501	- 595
Publicité	- 86	- 113	- 110
Transports	- 1 390	- 1 475	- 1 049
Missions réceptions	- 418	- 435	- 372
Frais de télécommunication	- 204	- 226	- 219
Frais bancaires	- 174	- 92	- 95
Autres frais divers	- 55	- 83	- 38
Total	- 12 996	- 13 118	- 8 365

4.6 Amortissements

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Immobilisations propres	- 1 267	- 1 387	- 1 241
Immobilisations en crédits bail	- 439	- 322	- 242
Total	- 1 706	- 1 709	- 1 483

4.7 Provisions

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Actif circulant	- 421	- 175	- 404
Risques et charges (opérationnelles courantes)	- 436	- 252	- 490
Indemnités de départs en retraite	-261	- 245	- 263
Reprises de provisions non utilisées	96	79	256
Total	- 1 023	- 593	- 901

4.8 Autres produits et charges d'exploitation

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Cessions d'immobilisations	61	64	-
Pénalités sur marchés	- 88	-	-
Litiges sociaux et fiscaux	-	-	-
Autres charges	- 3	7	37
Total	- 30	71	37

4.9 Autres produits et charges opérationnels

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Indemnité de résiliation de bail (Note 5.16)	172	- 740	-
Attribution d'actions gratuites	-	-	- 800
Total	172	- 740	- 800

4.10 Coût de l'endettement financier brut

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Intérêts sur emprunts	- 54	- 30	- 36
Intérêts sur crédits baux	- 57	- 76	- 77
Intérêts sur BFR	- 1 150	- 590	- 394
Autres produits et charges	-	-	-
Total	- 1 261	- 696	- 507

4.11 Autres produits et charges financières

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Prime de remboursement des obligations	-	-	-
Rachats d'obligations convertibles	-	50	-
Actualisation Emprunt Obligataire Convertible	- 52	- 48	- 61
Gains et pertes de change	154	142	-
Autres produits et charges financières	-	-	13
Total	102	144	- 48

4.12 Charges d'impôt sur le résultat

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Impôts sociaux	- 164	- 183	- 41
Impôts différés	5	- 8	12
Impôts consolidés	- 159	- 191	- 29

TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION	 Holding	 EMS	 Circuits	 Total
Résultats consolidés	443	530	360	1 333
Retraitements de consolidation	- 74	54	- 24	- 44
Résultats sociaux	369	584	336	1 289
Impôts sociaux constatées par les sociétés intégrées	-8	8	N/A	0
Impôts sociaux constatées par les sociétés non intégrées	0	164	0	164
Résultats non taxés ou taxés au taux réduit	0	0	0	0
Retraitements fiscaux	29	29	24	82
Résultats taxables au taux courant	390	782	360	1 535
Taux courant d'impôt en France	33.33 %	33.33 %	33.33 %	33.33 %
Impôt théorique au taux courant français	130	261	120	512
Utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs	130	89	120	339
Impôt au taux courant	0	172	0	183
Impôt au taux réduit	0	0	0	0
Charge d'impôt du groupe	0	172	0	183
Résultats nets sociaux avant impôt	361	756	336	1 453
Charge d'impôt du groupe	-8	172	0	164
Taux facial d'impôt ramené au résultat avant impôt	N/A	22.75 %	0 %	11.29 %
Déficits reportables en avant des sociétés du groupe intégré (1)	24 846			24 846
Déficits reportables en avant des autres sociétés			390	390
Déficits reportables en arrière des autres sociétés				0
Cumul des déficits reportables				25 236

(1) Les sociétés COFIDUR EMS et COFIDUR SA ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter de l'exercice 2005. Les déficits reportables du groupe intégré s'élèvent à 24,8 M€ au 31/12/2007. En l'absence d'une visibilité suffisante sur les bénéfices imposables futurs, les impôts différés actifs sur ces déficits ne sont pas activés.

NOTE 5. BILAN AU 31 DECEMBRE 2007

5.1 Immobilisations incorporelles nettes

	31/12/2006 IFRS	Augmentation	Diminution	Périmètre	31/12/2007 IFRS
Logiciels	835	41	9		866
Autres	80				80
Valeurs brutes	915	41	9		946
Amortissements	772	98	9		861
Valeurs nettes	143				85

5.2 Immobilisations corporelles nettes

	31/12/2006 IFRS	Augmentation	Diminution	Périmètre	31/12/2007 IFRS
Immobilier	593				593
Immobilier en crédit bail	1486				1 486
Mat. Industriel	16 496	836	1 001		16 331
Mat. Industriel en crédit bail	891	911	534		1 268
Autres	4 507	245	599		4 153
Mat Informat en crédit bail	166				166
Valeurs brutes	24 139				23 998
Amortissements	19 136	1 612	2 024		18 724
Valeurs nettes	5 003				5 275

Information sur les Crédits Baux

Nature du bien	Valeur d'origine	Valeur nette Comptable	Redevances restant à la Clôture			Total	Valeur de Rachat
			- 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans		
Matériel Industriel	1 267 502	980 201	352 975	612 718		965 693	49 813
Matériel Informat.	166 481	106 363	55 640	52 849		108 489	16 648
Immobilier	1 486 378	231 273	44 067	-		44 068	1

5.3 Autres actifs financiers non courants

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
COFIDUR CITEL HONG KONG (1)	106		
Dépôts et cautionnements	34	45	52
Total	140	45	52

(1) Au cours du second semestre de l'exercice :

- Les sociétés COFIDUR EMS et CITEL ont constitué, à parts égales, la société COFIDUR CITEL HK LIMITED au capital de 1 K\$ et dont le siège social est situé à Hong Kong.
- La société COFIDUR CITEL HK LIMITED a créé une filiale localisée à Shanghai et dénommée COFIDUR CITEL SHANGHAI ELECTRONICS MANUFACTURING, société de droit chinois (Wholly Foreign-Owned Enterprise) au capital de 210 K€. Le chiffre d'affaires annuel attendu de cette unité de production est de l'ordre de 1 M€ à compter de l'exercice 2008.

A la date d'arrêté des comptes du groupe, ces sociétés n'ont pas encore établis leurs comptes annuels. L'incidence de leurs activités sur le chiffre d'affaires et le résultat consolidé n'est pas significative.

5.4 Actifs d'impôts différés

Les impôts différés calculés au taux de 33.33 % sont compensés par nature d'actifs et de passifs.

	12/2007 ACTIF IFRS	12/2007 PASSIF IFRS
Indemnités de départ à la retraite	928	
Amortissements dérogatoires		121
Autres décalages temporaires	- 21	
Total net	907	121

5.5 Stocks nets

	12/2007 Valeurs brutes IFRS	12/2007 Valeurs nettes IFRS	12/2006 Valeurs nettes IFRS	12/2005 Valeurs nettes IFRS
Matières premières	21 064	19 224	17 340	8 043
En cours	10 411	10 411	10 036	6 234
Produits finis	1 072	1 039	552	747
	32 547	30 674	27 928	15 024

5.6 Créances clients et autres créances nettes

	12/2007 Valeurs brutes IFRS	12/2007 Valeurs nettes IFRS	12/2006 Valeurs nettes IFRS	12/2005 Valeurs nettes IFRS
Créances clients	16 255	16 156	18 973	18 933
Effets escomptés non échus	2 144	2 144	6 799	6 305
Créances cédées en Dailly	2 770	2 770	760	504
Créances affacturées	13 034	13 034	11 745	2 012
Dépôts de garantie sur affacturage	1 196	1 196	1 220	245
Créances diverses	1 513	1 513	1 512	903
Avances sur commandes	57	57	121	63
Charges constatées d'avance	323	323	431	320
Total	37 292	37 193	41 561	29 285

5.7 Impôts courants

	12/2007 IFRS	12/2006	12/2005 IFRS
Créances sur déficits reportables en arrière	-	-	84
Imposition forfaitaire annuelle	-	19	45
Total	-	19	129

5.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Disponibilités	1 505	1 275	790
Valeurs mobilières de placement (1)	2 718	3 298	2 340
	4 223	4 573	3 130

(1) Les valeurs mobilières de placement sont uniquement constituées de SICAV de trésorerie valorisées à leur valeur de marché à la date de clôture des comptes.

5.9 Capitaux propres

5.9.1 Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres Auto Détenus	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés en capitaux propres (4)	Total Part Groupe	Minoritaires	Total Capitaux Propres
	(1)	(2)	(3)					
Capitaux propres 31/12/2003 ancien référentiel	7 500	8 413	- 206	- 15 877		- 170	770	600
Avantages du personnel				- 594		- 594	- 40	- 634
Ecarts acquisition				- 40		- 40	0	- 40
Fonds de commerce				- 29		- 29	0	- 29
Constructions				128		128	12	140
Constructions détenus en crédit bail				- 181		- 181		- 181
Matériels industriels				308		308	17	325
Divers				- 5		- 5		- 5
Incidence des normes IFRS sur le bilan d'ouverture au 01/01/2004				- 413		- 413	- 11	- 424
Capitaux propres 01/01/04 normes IFRS hors IAS 32 et 39 (appliquées sur option au 1/1/05)	7 500	8 413	- 206	- 16 290		- 583	759	176
Résultat net 1^{er} semestre 2004 normes IFRS				205		205	15	220
Actions propres (variations de cours)			10	-10				
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre				4		4		4
Autres mouvements				28		28		28
Capitaux propres 30/06/2004 normes IFRS hors IAS 32 et 39	7 500	8 413	- 196	- 16 095		- 378	774	396
Opérations sur capital								
Réduction de capital par imputation sur les pertes	- 5 750			5 750				
Augmentation de capital liée aux conversions d'obligations	816					816		816
Prime d'émission liée aux conversions d'obligations		7 764				7 764		7 764
Opérations sur titres auto détenus								
Résultat net du 2^{ème} semestre 2004 normes IFRS				1 720		1 720	- 19	1 701
Actions propres (variations de cours)			- 201	201				
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre				4		4		4
Autres mouvements				28		28		28
Capitaux propres 31/12/2004 normes IFRS hors IAS 32 et 39	2 566	16 177	- 397	- 8 392		9 954	755	10 709
Emprunt obligataire convertible				1 500		1 500		1 500
Equivalents trésorerie				4		4		4
Incidence des normes IAS 32 et 39 sur le bilan d'ouverture au 01/01/2005				1 504		1 504		1 504
Capitaux propres 01/01/2005 normes IFRS	2 566	16 177	- 397	- 6 888		11 458	755	12 213
Opérations sur capital								
Augmentation de capital réservée à la société EMS FINANCE	350					350		350
Augmentation de capital par incorporation de primes d'émission	14 078	- 14 078						
Réduction de capital par imputation sur les pertes	- 14 078			14 078				
Résultat net de l'exercice				297		297	3	300
Actions propres (variations de cours)			- 158	158				
Résultat enregistré directement en capitaux propres					800	800		800
Variation de périmètre								
Autres mouvements				19		19		19
Capitaux propres 31/12/2005 normes IFRS	2 916	2 099	- 555	7 664	800	12 924	758	13 682
Résultat net de l'exercice				104		104	34	138
Actions propres (variations de cours)			43	-43				
Résultat enregistré directement en capitaux propres				800	-800	0		
Variation de périmètre								
Autres mouvements				-7		-7		-7
Capitaux propres 31/12/2006 normes IFRS	2 916	2 099	- 512	8 518	0	13 021	792	13 813
Opération sur capital								
Augmentation de capital par attribution d'actions gratuites	271			- 271		-		-
Résultat de l'exercice				1 285		1 285	48	1 333
Actions propres (variations de cours)			134	- 134				-
Résultat enregistré directement en capitaux propres								
Variation de périmètre								
Autres mouvements				- 7		- 7		- 9
Capitaux propres 31/12/2007 normes IFRS	3 187	2 099	- 378	9 391		14 306	48	15 137

- (1) A la date d'arrêté des comptes, le capital est constitué de 9 105 791 actions de 0.35 €.
- (2) Les réserves liées au capital sont constituées des primes d'émission résiduelles (1 668 K€) et de la réserve légale (431 K€).
- (3) Les 478 381 titres auto détenus sont inscrits en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition (5 927 K€). Ils sont présentés pour le montant net des provisions constatées dans les comptes sociaux et reprises en réserves dans les comptes consolidés (5 549 K€).

5.9.2 Capital potentiel

Bons de souscriptions d'actions émis non exercés

L'assemblée générale du 30 juin 2005 a conféré tous pouvoirs au conseil d'administration pour une durée de dix huit mois, à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois, à l'émission gratuite de 1 000 000 de bons de souscription réservés à la société EMS FINANCE. L'émission des bons était soumise aux conditions suivantes :

- 1 bon donnait droit de souscrire à une action de la société.
- Les bons devaient être émis à un prix d'exercice correspondant à la moyenne des cours de bourse des trois jours précédent l'émission avec une décote maximale de 5%.

En date du 30 juin 2005, le conseil d'administration a procédé à l'émission gratuite de 1 000 000 de bons, qui pourront être exercés, par tranches incompressible de 200 000 bons, à tout moment et jusqu'au 30 juin 2009 au prix de 1.32 € par actions. A la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2007, la société EMS FINANCE n'a exercé aucun bon de souscription.

5.9.3 Attribution définitive d'actions gratuites

L'assemblée générale du 30 juin 2005 a autorisé le conseil d'administration à procéder, au profit des mandataires sociaux et de certains membres du personnel salarié, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, conformément aux articles L.225-197-1 et L.225-197-2 du code de commerce. Le nombre total d'actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation ne pouvait excéder 800 000 actions représentant 9.61% du capital. En date du 26 octobre 2005, le conseil d'administration a procédé à l'attribution,

de 800 000 actions gratuites au profit de 19 salariés et mandataires sociaux du groupe. Ces actions devaient être des actions nouvelles à créer par voie d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Les attributaires devaient bénéficier des droits attachés aux actions à l'issue d'une période d'acquisition fixée à deux ans et les actions attribuées ne pourraient être cédées avant une période supplémentaire de deux années.

En date du 29 octobre 2007, le conseil d'administration a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 271.384,75 euros, par émission de 775 385 actions d'une valeur nominale de 0.35 euros attribuées à 18 salariés et mandataires sociaux du groupe .

A la date d'arrêté des comptes, le capital est constitué de 9.105.791 actions de 0.35 €.

5.10 Emprunt obligataire convertible

Caractéristiques générales de l'emprunt après modification du contrat d'émission approuvé par l'assemblée générale des obligataires du 30/07/2004	En nombre de titres	En Milliers €
Emission initiale, prime de remboursement incluse du 4 juin 1998	687 500	28 116
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2002	- 380 735	- 15 577
Obligations converties en 2003	86	3
Obligations converties après modification contrat d'émission du 30/07/04 au 1/10/04	- 233 032	- 9 531
Annulation de la prime de remboursement sur les OC restantes après le 1/10/04		- 300
Intérêts 2004 versables « in fine »		3
Emprunt obligataire convertible au 31/12/2004 à sa valeur de remboursement	73 647	2 714
Incidence de l'actualisation de l'emprunt inscrite en capitaux propres au 01/01/05 (IAS 39)		- 1500
Emprunt obligataire convertible présenté au bilan au 01/01/2005	73 647	1 214
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2005	670	- 25
Intérêts 2005 versables « in fine »		3
Actualisation de la dette au 31/12/05		61
Emprunt obligataire convertible présenté au bilan au 31/12/2005	72 977	1 253
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2006	3 372	- 124
Intérêts 2006 versables « in fine »		3
Actualisation de la dette au 31/12/06		114
Emprunt obligataire convertible présenté au bilan au 31/12/2006	69 605	1 246
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2007	71	- 3
Intérêts 2007 versables « in fine »		3
Actualisation de la dette au 31/12/07		52
Emprunt obligataire convertible présenté au bilan au 31/12/2007	69 534	1 298

La valeur de la composante dette et de la composante capitaux propres ont été déterminées lors de la première application des normes IAS 32 et 39 au 1^{er} janvier 2005. La juste valeur de la composante dette a été calculée en actualisant cette dernière au taux moyen des obligations privées.

Au 31 décembre 2007, la valeur de remboursement de l'emprunt est de 2 571 K€.

Au cours de l'exercice 2007, la société COFIDUR a procédé à l'annulation de 71 obligations convertibles suite à leur rachat sur le marché au cours moyen de 1.35 Euros.

Echéance, intérêts, amortissement et conversion	
Echéance	31 décembre 2024
Intérêt annuel	0.1% payable « in fine » à la date d'échéance
Amortissement normal	En totalité le 31 décembre 2024 par remboursement au prix d'émission soit 36.82€
Amortissement anticipé	Possible : <ul style="list-style-type: none"> • par rachats en bourse et offres publiques ; • lorsque moins de 10% des obligations restent en circulation ; • lorsque la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action durant une période de 10 bourses consécutives comprises parmi les 20 jours de bourse avant la date de mise en remboursement excède 120% du prix de remboursement anticipé.
Conversion	A tout moment à raison de 1 action pour 1 obligation

5.11 Dettes financières à long et moyen terme

En Milliers €		12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Emprunts bancaires	Echéance à deux - cinq ans	876	606	325
Emprunts bancaires	Echéance à plus de cinq ans	26	17	49
Emprunts sur contrats de crédits baux	Echéance à deux - cinq ans	666	320	571
Total		1 568	943	945

Covenant financier et trigger event :

Société engagée	Engagement	Conséquences du non respect de l'engagement	Emprunt souscrit	Echéance finale	Dettes restantes
Cofidur PM	Respect de ratios d'endettement et de solvabilité	Exigibilité immédiate de la dette restante	300	31/12/2009	200

5.12 Avantage du personnel

En Milliers €	12/2006 IFRS	Augmentation	Diminution Montants Utilisés	Diminution Montants repris Non utilisés	Variation De Périmètre	12/2007 IFRS
Provisions pour départs à la retraite	2 742	261	177	43		2 783

Dans le cadre des régimes à prestations définies et, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon la méthode des unités de crédits projetés. Chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale qui est ensuite actualisée.

Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- Des âges de départ à la retraite par catégories de salariés (de 62 à 65 ans)
- Un taux d'actualisation financière (3.9%)
- Un taux moyen de revalorisation des salaires (3.9%)
- Des taux de rotation du personnel par catégories de salariés (de 1% à 4 %)
- Des charges sociales au taux de 45% des indemnités brutes de départs

Evolution des engagements sur l'exercice :

En Milliers €	12/2007 IFRS
Solde à l'ouverture	2 742
Droits acquis	154
Charges d'intérêts	107
Reprises de provisions liées à des départs en retraite	- 177
Autres reprise de provisions (départs pour autres motifs)	- 43
Ecarts actuariels	
Solde à la clôture	2 783

Dans le cadre des régimes à cotisations définies (régime générale et retraites complémentaires) le groupe n'a pas d'autre obligation que le versement des primes qui ont été comptabilisées dans le résultat de l'exercice pour un montant de 2 506K€.

5.13 Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme

En Milliers €	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Emprunts bancaires	563	362	454
Emprunts sur contrats de crédits baux	453	413	361
Autres	41	-	-
Total	1 057	775	815

5.14 Concours bancaires

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Comptes bancaires créditeurs	2 266	1 139	346
Effets escomptés non échus	2 144	6 799	6 305
Créances cédées en dailly	2 770	760	504
Créances affacturées	13 034	11 745	2 012
	20 214	20 443	9 167

Conformément aux normes IAS 32 et 39, les effets escomptés non échus ainsi que les créances affacturées et cédées en Dailly ont été reclassés en créances clients à l'actif pour 17 948 K€ et en concours bancaires au passif pour le même montant.

5.15 Dettes fournisseurs et autres dettes

	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
Dettes fournisseurs	25 726	31 166	14 747
Avances sur commandes	2 678	205	63
Dettes fiscales et sociales	7 386	7 624	6 496
Dettes sur immobilisations	43	13	36
Autres dettes	53	37	3 241
Produits constatés d'avance	83	105	126
	35 969	39 150	24 709

5.16 Provisions courantes

En Milliers €	12/2006 IFRS	Augmentation	Diminution Montants Utilisés	Diminution Montants repris Non utilisés	12/2007 IFRS
Litiges sur affaires	0	89	-	-	89
Garanties	252	346	252	-	346
Transfert d'activité (1)	740	-	568	172	-
Total	992	435	820	172	435

(1) Au cours du quatrième 2006, la société COFIDUR EMS a finalisé le transfert de ses activités sur le nouveau site de LAVAL dans la zone industrielle de Sainte Méline. Le bail commercial contracté pour les anciens locaux expirait le 31 décembre 2008 et la société avait constituée, à la clôture de l'exercice 2006, une provision de 740 K€ qui correspondait aux loyers, taxes foncières et charges d'assurance restant à payer jusqu'à la fin du bail. Au cours du troisième trimestre 2007, les parties ont convenu d'une résiliation amiable du bail moyennant la restitution des locaux et le paiement d'une indemnité forfaitaire de 568 K€.

NOTE 6 EFFECTIFS

	12/2007	12/2006	12/2005
Cadres	110	111	113
Etam	213	229	193
Ouvriers	513	581	542
Total	836	921	848

NOTE 7 CAUTIONS ET GARANTIES DONNEES

	2007 Risques à la clôture (évaluation) (1)
Cautions données par Cofidur à des organismes financiers pour ses filiales	
- Cofidur EMS	70
Nantissements et autres garanties données par les filiales sur des matériels	
- Cofidur EMS	311
- Cofidur PM	379
Garanties données par les filiales sur des biens immobiliers	
- Cofidur EMS	67
Garanties données par les filiales sur leurs fonds de commerce	
- Cofidur EMS	204
- Cofidur PM	308
- Techci	35
Total	1 374

(1) Le risque est évalué au montant des redevances, loyers et annuités restant à rembourser.

NOTE 8 RISQUES DE MARCHE, CHANGE ET CREDIT

- Le groupe n'est exposé à aucun risque significatif lié aux marchés financiers.
- Les 478 381 actions d'autocontrôle acquises pour 5 927 K€ sont dépréciées à hauteur du cours moyen du dernier mois de l'exercice et leur valeur nette dans les comptes sociaux de la société COFIDUR au 31 décembre 2007 est de 378 K€. A la clôture de l'exercice, l'évolution du cours de bourse a conduit la société à constater une provision de 134 K€. Dans les comptes consolidés, la valeur nette des titres est inscrite en diminution des capitaux propres.
- Les valeurs mobilières de placement sont uniquement constituées de SICAV de trésorerie.
- Le groupe est peu exposé à des risques de change significatifs et dispose des lignes de couverture à terme nécessaires pour couvrir ses engagements nets en devises.
- L'endettement bancaire concerne exclusivement les filiales et ne présente pas, à notre connaissance de risque particulier. Les *covenant financier* et *trigger event* sont décrits en note 5.11.
- Les emprunts à taux variables sont négligeables et n'exposent pas le groupe en cas de fortes variations.

NOTE 9 RISQUE METIER

Les activités du groupe comportent deux risques majeurs :

- La délocalisation croissante des productions électroniques
- La concentration du chiffre d'affaires entre un nombre limité de donneurs d'ordre

Ils sont susceptibles de remettre en question la rentabilité des activités du groupe à court et moyen terme puisque le carnet de commande offre une visibilité limitée (de 6 à 15 mois selon les affaires).

PROGESTION

111 Rue Cardinet
75017 – PARIS
Société inscrite à la Compagnie
Régionale de Paris

Jean-Claude PETER

1 Villa Pasteur
92200 – NEUILLY SUR SEINE
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie
Régionale de Versailles

Mesdames et Messieurs les Actionnaires
de la Société **COFIDUR**
14, rue du Viaduc
94130-NOGENT SUR MARNE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société COFIDUR, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables et France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

PROGESTION

Jean-Claude PETER

Jean ALLIMANT
Commissaire aux comptes
Responsable technique

Michel BACHETTE-PEYRADE
Commissaires aux comptes
Mandataire social

Commissaire aux comptes

COMPTES SOCIAUX

Bilan au 31 décembre 2007

ACTIF en milliers d'euros	MONTANTS BRUTS	AMORT. PROVISIONS	2007	2006	2005
Immobilisations incorporelles	13	13	-	4	8
Immobilisations corporelles	171	160	12	16	19
Titres de participation	7 127		7 127	7 127	7 127
Titres détenus en autocontrôle	5 927	5 549	378	512	555
Autres immobilisations financières					
ACTIF IMMOBILISE	13 238	5 722	7 517	7 659	7 709
Clients et comptes rattachés	1 521		1 521	1 134	1 250
Autres créances	1 490		1 490	714	3 037
Valeurs mobilières de placement	2 718		2 718	3 298	325
Disponibilités	260		260	374	334
Charges constatées d'avance	26		26	28	20
ACTIF CIRCULANT	6 015		6 015	5 548	4 966
TOTAL DE L'ACTIF	19 254	5 722	13 532	13 208	12 675

PASSIF en milliers d'euros	2007	2006	2005
Capital	3 187	2 916	2 916
Prime d'émission	1 667	1 667	1 667
Réserve légale	431	431	431
Autres	3 194	3 465	3 465
Report à nouveau	1 730	1 039	- 18
Résultat de l'exercice	369	690	1 058
CAPITAUX PROPRES	10 578	10 209	9 519
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-	-	-
Emprunts obligataires convertibles	2 571	2 571	2 692
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70	73	73
Dettes fiscales et sociales	313	355	391
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
DETTES	2 954	2 999	3 156
TOTAL DU PASSIF	13 532	13 208	12 675

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat au 31 décembre 2007

COMPTE DE RESULTAT En milliers d'euros	2007	2006	2005
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	2 300	2 300	2 517
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges			41
Achats matières premières, approvisionnements			
Autres achats, charges externes	504	461	623
Impôts et taxes et versements assimilés	71	64	62
Salaires et traitements	852	778	960
Charges sociales	505	512	504
Dotations amortissements sur immobilisations	14	13	11
RESULTAT D'EXPLOITATION	354	472	397
Produits financiers de participation			
Autres intérêts et produits assimilés	34	95	49
Reprises sur provisions transferts de charges		282	1 178
Différences positives change			
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	108	37	29
Dotations financières amortissements, provisions	134	43	
Intérêts et charges assimilées	3	285	1 022
Différences négatives de change			
Charges nettes S/Cession			
RESULTAT FINANCIER	6	87	233
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	359	559	631
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3	117	25
Produits exceptionnels sur opérations en capital		15	
Reprises sur provisions et transferts de charges		762	10 920
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		763	10 756
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions			
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3	131	189
Participation salariés aux fruits de l'expansion			
Impôts sur les bénéfices	- 7		238
RESULTAT NET	369	690	1 058

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des immobilisations correspond à leur coût d'acquisition. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les coûts d'emprunts ainsi que les frais d'acquisition sont exclus du coût d'entrée.

Les frais d'entretien sont enregistrés en charge dès qu'ils sont encourus.

Les amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations dont les principales sont les suivantes :

Logiciels	1 à 3 ans
Agencements et Aménagements	10 ans
Matériels de Transport	5 ans
Matériels de Bureau et informatique	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans

Participations

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire est généralement appréciée en fonction de la quote-part de situation nette détenue (éventuellement retraitée), des perspectives de rentabilité et du potentiel économique de la filiale considérée.

A la clôture de l'exercice 2007 la valeur nette de chacune des participations était inférieure à la quote-part de situation nette détenue.

Autocontrôle

Les actions sont destinées à :

- La régularisation de cours,
- L'attribution aux salariés,
- La remise d'actions à titre d'échange.

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées à des participations sont évaluées en fonction de la valeur d'inventaire estimée de la participation et de la capacité de la filiale concernée à rembourser ces avances.

Autres créances

Une provision est constatée lorsque le recouvrement d'une créance est partiellement ou totalement compromis.

La valeur d'inventaire est étudiée au cas par cas, indépendamment de l'état des procédures en cours.

Emprunt obligataire

L'emprunt obligataire convertible est comptabilisé au passif à sa valeur de remboursement.

NOTE 2. BILAN

2.1 Immobilisations incorporelles

En milliers €	01/01/2007	AUGMENTATION	DIMINUTION	31/12/2007
Logiciels	13	-	-	13
Amortissements	9	4	-	13
Valeurs nettes	4			0

2.2 Immobilisations corporelles

En milliers €	01/01/2007	AUGMENTATION	DIMINUTION	31/12/2007
Installations générales	47	-	-	47
Matériels de transport	17	-	-	17
Matériels de bureaux	46	6	15	37
Mobilier	70	-	-	70
Valeurs brutes	180	6	15	171
Amortissements	163	11	15	160
Valeurs nettes	17			12

2.3 Titres de participation

- Tableau des mouvements :

En milliers €	01/01/2007	AUGMENTATION	DIMINUTION	31/12/2007
Valeurs brutes	7 127	-	-	7 127
Provisions	0	-	-	0
Valeurs nettes	7 127			7 127

2.4 Titres détenus en autocontrôle

En milliers €	01/01/2007	AUGMENTATION	DIMINUTION	31/12/2007
Valeurs brutes	5 927	-	-	5 927
Provisions	5 415	134	-	5 549
Valeurs nettes	512			378

La société détient 478 381 actions représentant 5.25 % du capital et acquis pour 5927 K€.

Les provisions sont constituées sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice.

2.5 Créances Clients

Les créances clients sont exclusivement constituées des prestations rendues aux filiales.

2.6 Autres créances

En milliers €	2007	2007	2006
	Valeurs brutes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
- Comptes courants filiales	1 479	1 479	703
- Autres	11	11	11
Total	1 490	1 490	714

2.7 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont uniquement constituées de SICAV de trésorerie et sont valorisées à leurs valeurs liquidatives à la date de clôture de l'exercice.

2.8 Capitaux propres

- Variation des capitaux propres*

	Capital	Primes Emission	Réserves	Report à nouveau	Résultat Exercice	Total
Situation au 31/12/2006	2 916	1 667	3 896	1 040	690	10 209
Résultat N-1	-	-	-	690	- 690	-
Attribution d'actions gratuites (1)	271	-	-271	-	-	-
Résultat exercice	-	-	-	-	369	369
Situation au 31/12/2007	3 187	1 667	3 625	1 730	369	10 578

(1) L'assemblée générale du 30 juin 2005 a autorisé le conseil d'administration à procéder, au profit des mandataires sociaux et de certains membres du personnel salarié, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, conformément aux articles L.225-197-1 et L.225-197-2 du code de commerce. Le nombre total d'actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation ne pouvait excéder 800 000 actions représentant 9.61% du capital. En date du 26 octobre 2005, le conseil d'administration a procédé à l'attribution, de 800 000 actions gratuites au profit de 19 salariés et mandataires sociaux du groupe. Ces actions devaient être des actions nouvelles à créer par voie d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Les attributaires devaient bénéficier des droits attachés aux actions à l'issue d'une période d'acquisition fixée à deux ans et les actions attribuées ne pourraient être cédées avant une période supplémentaire de deux années.

En date du 29 octobre 2007, le conseil d'administration a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 271.384,75 euros, par émission de 775 385 actions d'une valeur nominale de 0.35 euros attribuées à 18 salariés et mandataires sociaux du groupe .

A la date d'arrêté des comptes, le capital est constitué de 9.105.791 actions de 0.35 €.

• **Bons de souscriptions d'actions émis non exercés**

L'assemblée générale du 30 juin 2005 a conféré tous pouvoirs au conseil d'administration pour une durée de dix huit mois, à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois, à l'émission gratuite de 1 000 000 de bons de souscription réservés à la société EMS FINANCE. L'émission des bons était soumise aux conditions suivantes :

- 1 bon donnait droit de souscrire à une action de la société.
- Les bons devaient être émis à un prix d'exercice correspondant à la moyenne des cours de bourse des trois jours précédent l'émission avec une décote maximale de 5%.

En date du 30 juin 2005, le conseil d'administration a procédé à l'émission gratuite de 1 000 000 de bons, qui pourront être exercés, par tranches incompressible de 200 000 bons, à tout moment et jusqu'au 30 juin 2009 au prix de 1.32 € par actions A la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2007, la société EMS FINANCE n'a exercé aucun bon de souscription.

2.9 Emprunt obligataire convertible

Caractéristiques générales de l'emprunt après modification du contrat d'émission approuvé par l'assemblée générale des obligataires du 30/07/2004	En nombre de titres	En milliers €
Emission initiale, prime de remboursement incluse du 4 juin 1998	687 500	28 116
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2002	- 380 735	- 15 577
Obligations converties en 2003	86	3
Obligations converties après modification contrat d'émission du 30/07/04 au 1/10/04	- 233 032	- 9 531
Annulation de la prime de remboursement sur les OC restantes après le 1/10/04		- 300
Intérêts 2004 versables « in fine »		3
Emprunt obligataire convertible au 31/12/2004 à sa valeur de remboursement	73 647	2 714
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2005	670	- 25
Intérêts 2005 payables « in fine »		3
Emprunt obligataire convertible présenté 31/12/2005	72 977	2 692
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2006	3 372	- 124
Intérêts 2006 payables « in fine »		3
Emprunt obligataire convertible présenté 31/12/2006	69 605	2 571
Obligations convertibles rachetées au cours de l'exercice 2007	71	- 3
Intérêts 2007 payables « in fine »		3
Emprunt obligataire convertible présenté 31/12/2007	69 534	2 571

Au cours de l'exercice 2007, la société COFIDUR a procédé à l'annulation de 71 obligations convertibles suite à leur rachat sur le marché au cours moyen de 1.35 Euros.

Echéance, intérêts, amortissement et conversion	
Echéance	31 décembre 2024
Intérêt annuel	0.1% payable « in fine » à la date d'échéance
Amortissement normal	En totalité le 31 décembre 2024 par remboursement au prix d'émission soit 36.82€
Amortissement anticipé	Possible : <ul style="list-style-type: none"> • par rachats en bourse et offres publiques ; • lorsque moins de 10% des obligations restent en circulation ; • lorsque la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action durant une période de 10 bourses consécutives comprises parmi les 20 jours de bourse avant la date de mise en remboursement excède 120% du prix de remboursement anticipé.
Conversion	A tout moment à raison de 1 action pour 1 obligation

2.10 Autres dettes

En milliers €	2007	2006
- Fournisseurs	70	73
- Dettes sociales et fiscales	313	355
- Autres dettes		
Total	383	428

Toutes les dettes ont une échéance inférieure à douze mois et aucune ne concerne des entreprises liées.

2.11 Charges à payer

En milliers €	31/12/07	31/12/06
Fournisseurs, factures non parvenues	70	65
Dettes provisionnées pour congés payés	46	45
Charges sociales et fiscales sur congés payés	21	21
Organismes sociaux - charges à payer	13	12
Divers	3	2
Total	153	145

NOTE 3. COMPTE DE RESULTAT

3.1 Résultat financier

En milliers €	2007	2006
Revenus des avances de trésorerie aux filiales	34	95
Revenus des valeurs mobilières de placement	108	37
Dotation aux provisions sur titres d'autocontrôle	- 134	- 43
Intérêts sur emprunt obligataire convertible	- 3	- 3
Résultat financier	6	86

3.2 Résultat exceptionnel

En milliers €	2007	2006
Produits de rachats des obligations convertibles	3	117
Autres produits et charges exceptionnelles	-	14
Résultat Exceptionnel	3	131

3.3 Impôt sur les bénéfices

Les sociétés COFIDUR et COFIDUR EMS ont opté pour le régime de l'intégration fiscale. Au 31 décembre 2007, les déficits reportables du groupe intégré s'élèvent à 25,2 M€.

3.4 Informations relatives aux entreprises liées

En milliers €	2007	Entreprises liées
Produits		
- Prestations de services	2 300	2 300
- Intérêts et Produits assimilés	34	34

NOTE 4. AUTRES INFORMATIONS

4.1 Effectif

	31/12/07	31/12/06
Cadres	8	8
Employés	-	-
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	-	-
Total	8	8

4.2 Engagements hors bilan

- Cautions et garanties données

Cautions données par la société COFIDUR à des organismes financiers pour les filiales	2007 (1)
COFIDUR EMS	70
Total	70

(1) Montants des redevances, loyers et annuités restant dus

A la date d'arrêté des comptes, les risques liés aux engagements ne justifient pas la constitution de provisions.

- Engagements en matière de retraite

L'engagement au titre de l'indemnité de départ en retraite est de 140 K€. Il a été déterminé conformément à la norme IAS 19 et la convention collective de la métallurgie en intégrant les hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux d'actualisation financière : 3.9%
- Taux moyen de revalorisation des salaires : 3.9%
- Taux de rotation du personnel : 1%
- Charges sociales : 45% des indemnités brutes de départs

- Contrats de Crédit Bail

Crédit Bail Mobilier

Poste du Bilan (En milliers €)	Valeur d'origine	Redevances payées dans l'exercice	Redevances payées cumulées	Dot. Aux Amort. de l'exercice	Dot. Aux Amort. cumulées
Mat. et Outillage	166	59	64	55	60

Redevances restant à payer

Postes du bilan intéressés	A 1 an	+ 1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total	Prix d'achat résiduel
Mat. et Outillage	59	54	0	113	17

4.3 Rémunérations et avantages versés durant l'exercice aux mandataires sociaux

Les activités exercées par les mandataires sociaux pour le conseil d'administration ne font l'objet d'aucune rémunération.

Au titre des contrats de travail contractés antérieurement à leur nomination au conseil d'administration :

La rémunération globale brute de messieurs Henri TRANDUC et Philippe BROUSSARD, mandataires sociaux de la société COFIDUR et actionnaires de la société EMS FINANCE constatée en charge sur l'exercice s'élève à 355 K€.

4.4 Inventaire des valeurs mobilières

Valeurs d'inventaire en millier d'euros (1)	2007
Titres de Participation (Actions de sociétés de droit Français)	
TEHCI	914
COFIDUR EMS	6 213
	7 127
Titres d'Autodétention	
COFIDUR	378
Sicav de Trésorerie	2 718
Total	10 223

(1) La valeur d'inventaire correspond à : la valeur nette comptable pour les titres de participation, le cours moyen du dernier mois pour les titres autodétenus et la valeur liquidative au 31 décembre 2007 pour les SICAV de trésorerie.

4.5 Tableau des Filiales et Participations

Filiales et Participations	Capital	Réserves Report à nouveau avant affectation du résultat	Quôte part du capital détenue en %	Valeur des titres détenus			Prêts et avances consentis par la société non encore remboursé	Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice.	Intégration fiscale	Observations
				brute	provision	nette							
1 – Filiales + de 50% du capital détenu													
CEL	4 773	3 612	99.99	6 213		6 213	1 172	70	68 000	271	0	*	Du 01/01/07 Au 31/12/07
TEHCI	900	1 485	99.96	914		914	0	0	14 098	336	0		Du 01/01/07 Au 31/12/07
2 – Particip. 10 à 50% du Capital détenu													

* Sociétés ayant opté pour l'intégration fiscale à compter de l'exercice 2005

PROGESTION

111 Rue Cardinet
75017 – PARIS
Société inscrite à la Compagnie
Régionale de Paris

Jean-Claude PETER

1 Villa Pasteur
92200 – NEUILLY SUR SEINE
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie
Régionale de Versailles

Mesdames et Messieurs les Actionnaires
de la Société **COFIDUR**
14, rue du Viaduc
94130 NOGENT SUR MARNE

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- *le contrôle des comptes annuels de la société COFIDUR, tels qu'ils sont joints au présent rapport;*
- *la justification de nos appréciations;*
- *les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1 de l'annexe intitulée « Participations » expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participations. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

PROGESTION

Jean-Claude PETER

Jean ALLIMANT
Commissaire aux comptes
Responsable technique

Michel BACHETTE-PEYRADE
Commissaires aux comptes
Mandataire social

Commissaire aux comptes

PROGESTION

111 Rue Cardinet
75017 – PARIS
Société inscrite à la Compagnie
Régionale de Paris

Jean-Claude PETER

1 Villa Pasteur
92200 – NEUILLY SUR SEINE
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie
Régionale de Versailles

Mesdames, Messieurs les Actionnaires
de la Société **COFIDUR**
14, rue du Viaduc
94130 NOGENT SUR MARNE

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L 225 - 40 du Code de commerce, nous avons été avisés d'un engagement qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration au cours du mois d'avril 2008.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225 - 31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nature et objet : Indemnité de départ du Président

Mandataire concerné : Monsieur Henri TRANDUC

Modalités : Indemnité de départ calculée sur la base de 0,6% de la variation positive entre :

- (1) les capitaux propres consolidés tels qu'ils apparaîtront au bilan consolidé arrêté au titre de l'exercice précédant le départ du Président, augmentés du montant des dividendes versés entre le 1^{er} janvier 2002 et la date de son départ ;
- (2) et le montant des capitaux propres consolidés tels qu'ils figuraient dans le bilan consolidé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Le montant de son indemnité ne pourra être supérieure à sa dernière rémunération brute annuelle.

(Engagement approuvé par le Conseil d'administration du 24 avril 2008)

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice :

Par ailleurs, en application de l'article L 225 - 40 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Votre société a conclu avec ses filiales des conventions de prestations de services en vertu desquelles elle fournit son assistance notamment dans les domaines de la Direction Générale, la comptabilité, l'informatique...

Filiales	Montant HT	Personnes concernées
Cofidur EMS	1 050 000	Gérard Vincendeau, Philippe Broussard
Cofidur PM	1 050 000	Henri Tranduc, Philippe Broussard
Techci Rhône Alpes	200 000	Henri Tranduc, Philippe Broussard

Fait à Paris, le 25 avril 2008

PROGESTION

Jean-Claude PETER

Jean ALLIMANT
Commissaire aux comptes
Responsable technique

Michel BACHETTE-PEYRADE
Commissaire aux comptes
Mandataire social

Commissaire aux comptes

COFIDUR

Société anonyme au capital de 3.187.026,85 euros

Siège social : 14 Rue du Viaduc – 94130 NOGENT SUR MARNE

RCS CRETEIL B 682 038 385

Tableau relatif à la publicité des honoraires des contrôleurs légaux Des comptes et des membres de leurs réseaux

(Prise en application de l'article 222-8 du règlement général de l'AMF)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Cabinet PROGESTION		M. J. Claude PETER	
	Montant (HT)		%	
	2007	2006	2007	2006
<u>Audit</u>				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- Emetteur	33,0	37,0	100%	100%
- Filiales intégrées globalement	123,9	111,7	100%	100%
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes				
- Emetteur				
- Filiales intégrées globalement				
<i>Sous-total</i>	156,9	148,7	100%	100%
<u>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</u>				
- Juridique, fiscal, social				
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)				
<i>Sous-total</i>				
TOTAL	156,9	148,7	100%	100%

COFIDUR

Société anonyme au capital de 3.187.026,85 euros
divisé en 9.105.791 actions de 0,35 euro chacune

Siège social : 14, rue du Viaduc
94130 Nogent-sur-Marne

682 038 385 R.C.S. Créteil

RAPPORT DE GESTION

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 20 JUIN 2008

Mesdemoiselles, Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis pour vous présenter l'activité du groupe au cours de l'exercice et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Nous examinerons successivement :

- L'activité et les résultats consolidés du groupe
- Les éléments et informations complémentaires

Nous vous exposerons les motifs justifiant les résolutions soumises à l'assemblée générale mixte et les soumettrons à votre approbation.

ACTIVITES ET RESULTATS DU GROUPE

Au cours de l'exercice 2007, le groupe s'est efforcé de poursuivre ses objectifs visant à restructurer ses activités et à conforter son positionnement sur le marché français de la sous-traitance électronique.

Les Chiffres clefs

Compte de résultat	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS	Capitaux propres Et dettes financières	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2005 IFRS
	119 238	109 934	81 732	Capitaux propres	15 137	13 813	13 682
Chiffres d'affaires							
Résultat opérationnel courant	2 402	1 591	1 656	Emprunt obligataire	1 298	1 246	1 253
Résultat opérationnel	2 574	851	856	Autres dettes financière à LT	1 568	943	945
Résultat financier	- 1 051	- 507	- 555	Dettes financières à moins d'un an	1 057	775	815
Résultat net	1 333	138	300	Autres crédits à courts termes	20 214	20 443	9 167

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 119.2 M€ contre 109.9 M€ en 2006, soit une hausse de 8.5 %.

Le résultat opérationnel courant à 2.402 K€ contre 1.591 K€ en 2006 enregistre les effets de la hausse du chiffre d'affaires et de la stabilité relative des charges externes et de personnels.

Le résultat opérationnel intègre un produit de 172 K€ qui résulte d'un accord intervenu entre la société COFIDUR EMS et le bailleur de locaux industriels dont l'exploitation avait cessé en 2006.

Le résultat financier est négatif de 1.051 K€ contre 507 K€ en 2006 en raison de l'accroissement des charges de financement du besoin en fonds de roulement qui se sont élevées à 1.150 K€ contre 590 K€ en 2006.

La charge d'impôt est de 159 K€ contre 191 K€ en 2006.

Le résultat net de l'exercice est de 1.333 K€ contre 138 K€ en 2006.

Les capitaux propres s'élèvent à 15.137 K€ et enregistre une variation positive de 1.324 K€ qui correspond pour l'essentiel au résultat de l'exercice.

L'emprunt obligataire convertible est présenté au bilan pour sa valeur actualisée de 1.298 K€. En l'absence de conversions complémentaires, sa valeur de remboursement à son échéance au 31 décembre 2024 sera de 2 571 K€.

Les dettes financières à plus d'un an s'élèvent à 1.568 K€ et comprennent des emprunts bancaires pour 902 K€ et des contrats de location-financement pour 666K€.

Les dettes financières à moins d'un an sont de 1.057 K€, dont 563 K€ d'emprunts bancaires et 453 K€ de contrats de location-financement.

Les crédits à court terme intègrent, en application de la norme IAS 32, les financements de créances commerciales. Ainsi, les effets escomptés non échus ainsi que les créances affacturées et cédées en Daily ont été reclassés en créances clients à l'actif pour 17 948 K€ (contre 19 304 K€ en 2006) et en crédits à court terme au passif pour le même montant.

Les contributions au chiffre d'affaires et résultats consolidés par secteurs d'activité

	Chiffre d'Affaires	Chiffre d'Affaires	Résultat Opérationnel Courant	Résultat Opérationnel Courant	Résultat Opérationnel	Résultat Opérationnel	Résultat Net	Résultat Net
	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS	12/2007 IFRS	12/2006 IFRS
E M S	108 146	99 484	1 513	1 330	1 686	590	530	- 49
Circuits Imprimés	14 098	12 884	540	- 212	540	- 212	360	- 416
Holding	2 300	2 300	348	473	348	473	443	603
Elimination	- 5 306	- 4 734	-	-	-	-	-	-
Groupe	119 238	109 934	2 402	1 591	2 574	851	1 333	138

Les Chiffres d'affaires et résultats des comptes sociaux des entreprises intégrées

COMPTES SOCIAUX DES ENTREPRISES INTEGREES	PRODUCTION		RESULTAT EXPLOITATION		RESULTAT NET	
	12/2007	12/2006	12/2007	12/2006	12/2007	12/2006
TEHCI	14 085	12 957	407	- 418	336	- 447
Circuits imprimés	14 085	12 957	407	- 418	336	- 447
COFIDUR EMS	67 587	63 749	566	638	271	- 300
COFIDUR ELECTRONIQUE	41 466	39 775	1 008	672	313	256
Sous traitance électronique (EMS)	109 053	103 524	1 574	1 310	584	- 44
COFIDUR Holding	2 300	2 300	354	472	369	690
Total	125 438	118 781	2 335	1 364	1 289	199

Activités et résultats de la branche EMS

Dans une conjoncture difficile, le groupe bénéficie de son positionnement sur les produits à haut niveau de services et de valeur ajoutée.

Par la qualité de l'offre globale, notre approche d'équipementier intégré sur les petites et moyennes séries nous a assuré l'activité nécessaire au maintien d'une marge d'exploitation positive.

Activités et résultats de la branche Circuits imprimés

Le marché français du circuit imprimé est fortement affecté par la concurrence des pays asiatiques.

Les mesures de restructuration engagées par la société TECHCI et visant à regrouper ses activités sur le site de Saint Genix ont été achevées sur le deuxième semestre 2006 et ont permis de restaurer la rentabilité sur l'exercice 2007.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES

Le marché français de la sous-traitance électronique ainsi que le carnet de commandes des sociétés du groupe offrent une faible visibilité et rendent difficile la communication de données prospectives fiables.

ACTIVITES ET RESULTATS DE COFIDUR SA

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 2.300 K€ et un bénéfice de 369 K€ qui s'analyse comme suit :

En Millions d'Euros	12/2007	12/2006
Résultat d'exploitation	354	472
Dotation provision sur titres d'autocontrôle	- 134	- 43
Intérêts courus sur avances de trésoreries concédées aux filiales	34	95
Produits financiers de placement	108	37
Produits de rachats des obligations convertibles	2	117
Produits d'impôts société	8	-
Autres produits et charges financiers et exceptionnels	- 3	12
Résultat net	369	690

EMISSIONS POTENTIELLES DE TITRES DE CAPITAL

Bons de souscriptions d'actions émis non exercés

Nous vous rappelons que :

L'assemblée générale du 30 juin 2005 a conféré tous pouvoirs au conseil d'administration pour une durée de dix-huit mois, à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois, à l'émission gratuite de 1 000 000 de bons de souscription réservés à la société EMS FINANCE. L'émission des bons était soumise aux conditions suivantes :

- 1 bon donnait droit de souscrire à une action de la société.
- Les bons devaient être émis à un prix d'exercice correspondant à la moyenne des cours de bourse des trois jours précédent l'émission avec une décote maximale de 5%.

En date du 30 juin 2005, le conseil d'administration a procédé à l'émission gratuite de 1 000 000 de bons, qui pourront être exercés, par tranches incompressibles de 200 000 bons, à tout moment et jusqu'au 30 juin 2009 au prix de 1,32 € par action. A la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2007, la société EMS FINANCE n'a exercé aucun bon de souscription.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice social et la date d'arrêté des comptes.

APPLICATION DES NORMES IFRS

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des états membres doivent présenter, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, leurs comptes consolidés en utilisant le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) élaboré par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting interpretations committee).

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes 2007 sont celles publiées au journal officiel de l'union européenne (JOUE) au 31 décembre 2007 et dont l'application est obligatoire à cette date.

Les nouvelles normes IAS/IFRS et interprétations IFRIC applicables à compter du 1^{er} janvier 2007 sont sans incidence sur les comptes de l'exercice.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

COFIDUR SA, de par son objet, n'a aucune activité en matière de recherche et développement.

EVOLUTION DES COURS DE BOURSE

Action COFIDUR (code ISIN FR 0000054629) :

Mois	Plus Haut	Date Plus haut	Plus Bas	Date Plus Bas	Dernier Cours	Cours Moyen	Titres	Capitaux en €uros	Bourses
2007-01	1,19	09/01/2007	1,04	10/01/2007	1,07	1,10	259 616	282 630,75	19
2007-02	1,22	08/02/2007	1,01	28/02/2007	1,02	1,09	297 598	341 738,43	19
2007-03	1,09	08/03/2007	0,95	06/03/2007	1,01	1,02	130 607	131 877,21	21
2007-04	1,17	16/04/2007	1,01	02/04/2007	1,01	1,07	145 186	155 909,09	19
2007-05	1,05	07/05/2007	0,97	03/05/2007	0,98	1,00	86 671	86 415,04	22
2007-06	1,00	11/06/2007	0,92	27/06/2007	0,97	0,96	58 644	55 931,22	18
2007-07	0,97	02/07/2007	0,88	12/07/2007	0,89	0,93	63 861	58 144,88	20
2007-08	0,93	07/08/2007	0,80	29/08/2007	0,87	0,86	79 603	67 157,42	20
2007-09	0,87	04/09/2007	0,79	17/09/2007	0,82	0,82	96 517	78 510,95	19
2007-10	0,98	22/10/2007	0,84	01/10/2007	0,96	0,90	82 569	72 631,41	18
2007-11	0,94	06/11/2007	0,77	26/11/2007	0,84	0,84	61 611	51 188,93	18
2007-12	0,84	03/12/2007	0,75	19/12/2007	0,75	0,79	42 989	33 822,16	12
2008-01	0,84	03/01/2008	0,68	30/01/2008	0,74	0,76	32 490	24 294,07	18
2008-02	0,93	29/02/2008	0,66	11/02/2008	0,93	0,76	54 565	43 771,98	16

Le capital est constitué de 9 105 791 actions. En conséquence, la capitalisation boursière sur la base des cours moyens mensuels s'est élevé au plus bas à 6.9 M€ en février 2008 et au plus haut à 10 M€ en janvier 2007.

Obligation convertible (code ISIN FR 00000180549)

Mois	Plus Haut	Date Plus haut	Plus Bas	Date Plus Bas	Dernier Cours	Cours Moyen	Titres	Capitaux en €uros	Bourses
2007-01	-	02/01/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-02	-	01/02/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-03	-	01/03/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-04	-	02/04/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-05	-	02/05/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-06	1,25	25/06/2007	1,25	25/06/2007	1,25	1,25	70	87,5	1
2007-07	1,18	27/07/2007	1,18	27/07/2007	1,18	1,18	150	177	1
2007-08	-	01/08/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-09	-	03/09/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-10	-	01/10/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-11	-	01/11/2007	-	-	-	-	-	-	0
2007-12	-	03/12/2007	-	-	-	-	-	-	0
2008-01	-	02/01/2008	-	-	-	-	-	-	0
2008-02	1,18	21/02/2008	1,18	21/02/2008	1,18	1,18	150	177	1

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

En application de l'article L.233-6 du Code de commerce nous vous précisons que :

- aucune modification n'a été apportée, durant l'exercice, au mode de présentation des comptes et aux méthodes d'évaluation.
- la société n'a acquis aucune participation ni effectué de prise de contrôle d'une autre société durant l'exercice écoulé,
- les sociétés contrôlées au 31 décembre 2007 sont les suivantes :
 - Cofidur EMS SA, à raison de 411.481 actions soit 99,99 % du capital social,
 - Techci Rhône-Alpes SA, à raison de 59.988 actions soit 99,96 % du capital social,
- en application de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les participations supérieures au vingtième, au dixième, aux trois vingtièmes, au cinquième, au quart, au tiers, à la moitié, aux dix-huit vingtièmes ou aux dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote de notre Société :
 - La société CALYON SA détient, au 31 décembre 2007, une participation supérieure à 20% du capital de la société et des droits de vote.
 - Les sociétés ESCA Finance et Conseil, Financière de l'III et ESCA, agissant de concert, détiennent une participation supérieure à 20% du capital de la société et des droits de vote.
 - La société EMS Finance détient une participation supérieure à 10% du capital de la société et des droits de vote.
 - La société EMS Finance détient également 1.000.000 de bons de souscription d'actions, attribués par le Conseil d'administration par décision du 30 juin 2005, sur autorisation de l'assemblée générale mixte réunie le même jour.
- Nous vous précisons que notre Société détenait, au 31 décembre 2007, 478.381 de ses propres actions.
- en application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

En application de l'article L.225-102 du Code de commerce,

Nous vous indiquons qu'au 31 décembre 2007, aucune action de la Société n'était détenue par les salariés de la Société dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise.

En application de l'article L.225-102.1 du Code de commerce.

Nous vous précisons que :

- La rémunération brute totale versée au cours des trois derniers exercices à Monsieur Henri Tranduc, Président du Conseil d'administration, est constituée des éléments suivants :

	2007	2006	2005
Rémunérations fixes	161.200 €	161.200 €	161.200 €
Rémunérations variables	25.523 €	25.650 €	0 €
Avantages en Nature	<u>22.994 €</u>	<u>22.426 €</u>	<u>21.013 €</u>
Total brut	209.717 €	209276 €	182.213 €

Monsieur Henri Tranduc perçoit cette rémunération au titre de son contrat de travail de Directeur Financier.

Monsieur Henri Tranduc bénéficie en sus de sa rémunération fixe, d'une prime égale à 3 % du montant du résultat opérationnel annuel, dès lors que ce dernier est au moins égal à 500.000 €.

Monsieur Henri Tranduc bénéficie d'une Garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise prise en charge par la société et constituant pour Monsieur Henri Tranduc un avantage en nature, une retraite art.83 dont la cotisation égale 10% de son salaire brut annuel et un véhicule de fonction de marque Peugeot 607.

Monsieur Henri Tranduc bénéficie en outre, par décision du conseil d'administration en date du 18 avril 2002, en cas de rupture de son contrat de travail, d'une indemnité de rupture représentant trois années de sa dernière rémunération brute annuelle.

Monsieur Henri Tranduc bénéficiera également à partir de son soixante-cinquième anniversaire d'une indemnité de départ à la retraite, représentant quatre mois de salaire.

- La rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours des trois derniers exercices par la Société à Monsieur Philippe Broussard, Administrateur, s'élèvent à 145.646 €, soit :

	2007	2006	2005
Rémunérations fixes	115.000 €	109.923 €	104.000 €
Rémunérations variables	18.000 €	10.000 €	0 €
Avantages en Nature	<u>12.646 €</u>	<u>12.432 €</u>	<u>10.495 €</u>
Total brut	145.646 €	132.355 €	114.495 €

Monsieur Philippe Broussard perçoit cette rémunération au titre de son contrat de travail de Directeur Marketing.

Monsieur Philippe Broussard bénéficie d'une Garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise prise en charge par la société et constituant pour Monsieur Philippe Broussard un avantage en nature, une retraite art. 83 dont la cotisation égale 10% de son salaire brut annuel et un véhicule de fonction de marque Peugeot 607.

Monsieur Philippe Broussard bénéficiera également à partir de son soixante-cinquième anniversaire d'une indemnité de départ à la retraite, représentant trois mois de salaire.

- Aucune rémunération ni aucun avantage n'ont été versés à Monsieur Henri Tranduc, Président du Conseil d'administration, ou à Monsieur Philippe Broussard, Directeur Général, par une des sociétés contrôlées au sens des dispositions de l'article L.233-16.
- Les autres mandataires sociaux exercent leurs fonctions à titre gratuit.
- La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux est annexée au présent rapport.
- Conformément à l'article D 148 alinéa 2, nous vous informons que, au 31 décembre 2007, la direction générale de la société est exercée par le Directeur Général.

En application de l'article L.225-39 du Code de commerce,

La liste et l'objet des conventions conclues par la Société à des conditions normales ont été communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil et aux Commissaires aux comptes. Cette liste est tenue à la disposition des actionnaires au siège social.

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce,

Nous vous précisons que le rapport complémentaire du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne est joint en annexe.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 et L. 225-197-4 du Code de Commerce,

Nous vous précisons que le rapport spécial relatif à l'attribution d'actions gratuites et des options d'achat ou de souscription réservées au personnel salarié ou aux dirigeants de la Société est joint en annexe.

Conformément à l'article L.225-102-1 alinéa 4, nous vous communiquons ci-dessous les informations sur la manière dont la société prend en charge les conséquences sociales et environnementales de son activité.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Fabrication de circuits imprimés

Les activités de fabrication de circuits imprimés sont principalement réglementées par :

- Le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, et notamment son article L 512-3

- Le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées pour l'environnement ;
- Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1^{er} du livre V de l'environnement);

La fabrication du circuit imprimé de part la nature de ses activités, relatives aux ateliers de traitement de surface, relève pour chaque établissement d'une autorisation d'exploitation.

Selon la nomenclature des installations classées pour la protection environnementale, chaque établissement est soumis au respect d'un arrêté préfectoral instruit au travers d'une étude d'impact précise, évaluant les dangers et les précautions qui sont à prendre par l'industriel pour se prévenir de ces risques.

- TECHCI Rhône Alpes - Saint Genix - Ampliation de l'arrêté en date du 8 octobre 1993 et avis favorable sur les prescriptions complémentaires en date du 18 mai 2004.

Au titre de cette étude, sont prises en compte les risques et les mesures de prévention des ressources suivantes :

- Pollution des eaux
- Pollution atmosphérique
- Bruit
- Elimination des déchets
- Risques d'incendie et d'explosion

L'ensemble de ces prescriptions fait l'objet d'un suivi et d'une surveillance par les inspecteurs de la DRIRE. De part ces mesures, nous apportons les modifications et améliorations nécessaires aux respects et à l'application des nouveaux décrets notamment le 2002.680 du 30 avril 2002 modifiant la nomenclature des installations classées ainsi que le décret 2002 – 681 complétant les activités visées par la redevance annuelle.

Notre établissement se doit de justifier auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du bon fonctionnement de sa station de traitement des effluents, par la mise en place d'un système d'auto-surveillance, d'un suivi analytique des rejets et de contrôles inopinés réalisés par des laboratoires conventionnés, qui lui autorise un abattement significatif dans le calcul de la redevance de pollution, pour illustration l'année 2006 :

Etablissement	Redevance brute	Prime d'épuration	Redevance Nette
TEHCI ST Genix	501 545 €	475 470 €	26 074 €

Conformément à la loi du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, dans le cadre du suivi des déchets générateurs de nuisances produits par les établissements, un récapitulatif annuel est produit et communiqué chaque année aux inspecteurs des installations classées.

Une déclaration annuelle des émissions polluantes applicables à tous exploitants d'installations classées soumises à autorisation préfectorale, est traduite sous forme de bilan auprès de la Direction Régionale de l'Industrie et de l'Environnement – Rhône Alpes.

Dans le prolongement de la fermeture de son établissement secondaire de Saint BERON, la société a instruit un dossier relatif à la situation environnementale du site. Ce rapport a été transmis pour instruction auprès du bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture de Savoie qui a conclu favorablement par un procès verbal de récolement en date du 23 octobre 2007.

Toutes dispositions sont prises pour tendre vers une réduction de la consommation en eau, notamment dans le cadre de l'évolution des procédés qui sont toujours assujettis à un changement des moyens matériels de production.

De part la réglementation RoHS (Restriction of the use of certain Hazardous Substances) - CEE 2002/95, nous formalisons notre engagement par la limitation, voire la suppression de l'emploi de substances dangereuses dans nos procédés de fabrication, pour ne citer que le plomb et l'emploi de matériaux de base libre des substances bromées comme le PBDE ou le PBB.

A ce titre, nous sommes associés au projet européen : Life Environnement - GEAMCOS, initié par le groupe EADS.

Sous-traitance électronique

Les activités de montage et d'insertion de cartes électroniques ne sont pas directement réglementées et ne comportent pas de risque industriel et environnemental significatif. La démarche environnementale se poursuit par la mise en place de procédures destinées à l'obtention de la certification ISO 14000 en 2009.

Au cours de l'exercice, les sites ont pris les mesures nécessaires à l'adaptation de leurs procédés de fabrication en vue de répondre aux exigences des directives LSD3E (ROHS) et D3E (WEE) qui imposent notamment la réalisation de fabrications sans plomb.

Les investissements ainsi que les coûts de formation nécessaires à l'adaptation des chaînes d'assemblage ont été de l'ordre de 300 K€ en 2007 et les risques technologiques liés à ces adaptations sont faibles.

INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du groupe sont responsables de leur gestion des ressources humaines. Les éléments suivants présentent le résultat de la simple agrégation des données pour le périmètre suivant :

- COFIDUR EMS
- COFIDUR ELECTRONIQUE
- TECHCI
- COFIDUR

EFFECTIFS

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Effectif total à la clôture de l'exercice	843	921
Embauches au cours de l'exercice :		
Nombre d'embauches en CDI	17	127
Nombre d'embauches en CDD	6	33
Travailleurs saisonniers et autres	6	3
Total des embauches	<u>29</u>	<u>163</u>
Départs au cours de l'exercice :		
Démission	12	10
Licenciements économiques	0	1
Autres licenciements	5	6
Départs en retraite	48	30
Inaptitude médicale	3	0
Fin de contrat temporaire	47	32
Autres motifs	0	5
Total des départs	<u>115</u>	<u>84</u>
Nombre d'heures supplémentaires	38 311	28804
Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires	132	59

Ventilation de l'effectif

	Cadres	Etam	Ouvriers	Total
Hommes	87	130	124	341
Femmes	22	98	373	493
Total	109	228	497	834

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Durée du travail hebdomadaire en heures : 35

REMUNERATIONS

Masse salariale brute en milliers d'euros : 21 085
 Charges sociales : 7 940

Evolution des rémunérations

	2004	2005	2006	2007
Masse salariale (salaire brut DADS)	17 740 866	19 188 824	20 914 323	21 188 756
Effectif moyen	827	858	952	886
Rémunération annuelle moyenne	21 461	22 356	21 973	23 929

ACCORDS COLLECTIFS

Au cours de l'exercice 2007, un accord collectif portant sur les évolutions de salaires a été contracté.

CONDITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

Des comités d'hygiène et de sécurité ont été élus sur les sites dont l'effectif est supérieur à 50.

Le nombre moyen annuel de réunions varie en fonction de la taille des sociétés et des risques attachés à leurs activités. Au cours de l'exercice, les comités se sont réunis entre 4 et 5 fois.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION DES TRAVAILLEURS HANDICAPES

Dépenses de formation en milliers d'euros	: 113
Nombre d'heures de formation	: 2 660
Nombre de travailleurs handicapés	: 31

COMITES D'ENTREPRISES ET ŒUVRES SOCIALES

Le budget cumulé des comités d'entreprises des sociétés du groupe est de 181 K€.

IMPORTANCE DE LA SOUS TRAITANCE

La sous-traitance hors groupe est de l'ordre de 3,4 M€ et concerne essentiellement des sociétés de droit français.

INFORMATIONS SUR LES RISQUES**RISQUES DE MARCHE, CHANGE ET CREDIT**

- Le groupe n'est exposé à aucun risque significatif lié aux marchés financiers.

- Les 478 381 actions d'autocontrôle acquises pour 5 927 K€ sont dépréciées à hauteur du cours moyen du dernier mois de l'exercice et leur valeur nette dans les comptes au 31 décembre 2007 est de 378 K€. A la clôture de l'exercice, l'évolution du cours de bourse a conduit la société à constater une provision de 134 K€.
- Les valeurs mobilières de placement sont uniquement constituées de SICAV de trésorerie.
- Le groupe n'est pas exposé à des risques de change significatifs et dispose des lignes de couvertures à terme nécessaires pour couvrir ses engagements nets en devises.
- L'endettement bancaire concerne exclusivement les filiales et ne présente pas, à notre connaissance de risque particulier.
- Les emprunts à taux variables sont négligeables et n'exposent pas le groupe en cas de fortes variations.

RISQUE METIER

Les activités du groupe comportent deux risques majeurs :

- La délocalisation croissante des productions électroniques
- La concentration du chiffre d'affaires entre un nombre limité de donneurs d'ordre

Ils sont susceptibles de remettre en question la rentabilité des activités du groupe à court et moyen terme puisque le carnet de commandes offre une visibilité limitée (de 6 à 15 mois selon les affaires).

Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat comptable de l'exercice, soit un bénéfice de 369.477,50 euros, de la manière suivante :

-	au compte de « report à nouveau » :	€ 369.477,50
---	---	--------------

Puis, après avoir constaté l'existence de sommes distribuables à hauteur de € 3.441.319,67,

-	distribution d'une somme de	€ 273.173,73
---	-----------------------------------	--------------

à titre de dividende, prélevée en totalité sur le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2007, soit, par action, une somme de € 0,03.

Ce dividende n'étant pas assorti d'un avoir fiscal, il donnera droit au profit des actionnaires personnes physiques, en l'absence de l'option pour le prélèvement libératoire de 18%, à l'abattement de 40% calculé sur la totalité de son montant.

Tableau des résultats financiers

Au présent rapport sont joints les tableaux prévus à l'article 148 du décret du 23 mars 1967, faisant apparaître les résultats financiers de la Société et du groupe au cours des cinq derniers exercices.

Dépenses non déductibles

Nous vous demandons également de bien vouloir approuver un montant global de 15 262.00 euros comptabilisé en amortissements excédentaires (article 39-4 du Code Général des Impôts) et autres charges non déductibles pour la détermination du résultat fiscal.

Expiration des mandats d'administrateurs de Monsieur Henri Tranduc et de Monsieur Gilbert Bourgeois. Décision quant à leur renouvellement.

Nous vous rappelons que les mandats d'administrateur de Monsieur Henri Tranduc et de Monsieur Gilbert Bourgeois arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous proposons en conséquence de renouveler dans leurs fonctions d'administrateur, pour une nouvelle durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

- Monsieur Gilbert Bourgeois
demeurant Les Terrasses de l'Alhambra
Parc du Roy d'Espagne, Allée Cervantès
13009 MARSEILLE

- Monsieur Henri Tranduc
demeurant 18, rue Parent de Rosan, 75016 Paris

Nomination d'un administrateur choisi parmi les salariés actionnaires.

Nous vous informons que les salariés actionnaires détiennent à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2007, au moins 3% du capital social de la société. Conformément à l'article L.225-23 du Code de commerce, nous vous soumettons la nomination d'un administrateur représentant les salariés actionnaires.

A cet effet, nous vous proposons la candidature de Monsieur Philippe Broussard, désigné par les salariés actionnaires eux-mêmes.

Expiration des mandats des Co-commissaires aux comptes titulaires et suppléants. Décision quant à leur renouvellement.

Nous vous rappelons que les mandats de la société Progestion et de son suppléant, Monsieur Philippe Castellan, d'une part, et de Monsieur Jean-Claude Peter et de son suppléant, Monsieur Bruno Vaillant, d'autre part, arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous proposons de renouveler en qualité de Co-commissaire aux comptes titulaire :

Progestion
111, rue Cardinet, 75017 Paris
désormais représenté par Monsieur Michel Bachette-Peyrade

et de nommer en qualité de Co-commissaire aux comptes suppléant :

Synergie Audit
22, boulevard de Stalingrad, 92323 Châtillon cedex

ainsi que :

Conseil Audit & Synthèse
5, rue Alfred de Vigny, 75008 Paris
représenté par Monsieur Benoît Gillet

en qualité de Co-commissaire aux comptes titulaire, et

COEXCOM
40, avenue Hoche, 75008 Paris
Monsieur Frédéric Duchemin

en qualité de Co-commissaire aux comptes suppléant.

Jetons de présence

Il est proposé, au titre de l'exercice 2008, le versement de jetons de présence aux administrateurs à hauteur de 9.000 €. Il est précisé qu'il appartiendra au Conseil d'Administration d'en déterminer la répartition entre ses membres.

Approbation des conditions de performance liées au versement d'une indemnité de départ à Monsieur Henri Tranduc, Président du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 24 avril 2008, a décidé de soumettre le versement de l'indemnité de départ de Monsieur Henri Tranduc aux conditions de performance suivantes :

- le montant de l'indemnité de départ de Monsieur Tranduc est déterminé en fonction de la variation positive des capitaux propres consolidés et sera égal à 0,6% de la variation positive entre le montant des capitaux propres consolidés, tels qu'ils apparaîtront au bilan consolidé arrêté au titre de l'exercice précédent le départ de Monsieur Tranduc, et le montant des capitaux propres consolidés tels qu'ils figuraient sur le bilan consolidé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2001, étant précisé que :

- le montant des capitaux propres consolidés, tels qu'ils apparaîtront sur le bilan précédent la date de départ, sera augmenté du montant des dividendes versés entre le 1^{er} janvier 2002 et la date de son départ,

- le montant de son indemnité ne pourra être supérieur à sa dernière rémunération brute annuelle.

Conformément aux dispositions légales, nous vous remercions de bien vouloir approuver cette décision.

COFIDUR

14 Rue du viaduc

94130 Nogent Sur Marne

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTROLE INTERNE PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 20 JUIN 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires

En complément du rapport de gestion, nous vous rendons compte, dans le présent rapport annexe, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société COFIDUR.

A. *PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL*

Au cours de l'exercice 2007, le Conseil d'administration s'est réuni 6 fois.

Les informations utiles aux délibérations ont été systématiquement communiquées aux administrateurs.

Le quorum a toujours été atteint, les administrateurs s'étant, le cas échéant, abstenus de prendre part au vote lorsque la loi le prévoyait.

Les procès verbaux des réunions ont été établis après chaque réunion du conseil dans de brefs délais.

Il n'existe pas de règlement intérieur relatif au fonctionnement du conseil d'administration, ni de comités spécifiques, ni de censeurs.

Le conseil d'administration est composé de 4 administrateurs, élus pour 6 ans par l'assemblée générale.

Le président du conseil d'administration ainsi que le directeur général sont directement impliqués dans la gestion et la direction des activités de la société et du groupe.

Au 24 avril 2007, les administrateurs de la société COFIDUR SA sont les suivants :

- M. Henri TRANDUC, Président du conseil d'administration
- M. Philippe BROUSSARD, Directeur général
- M. Bernard DEBIENNE
- M. Gilbert BOURGEOIS

Les conseils d'administration des filiales sont composés d'au moins un membre du conseil d'administration de la société COFIDUR.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Les rémunérations et avantages accordés à Messieurs Henri TRANDUC et Philippe BROUSSARD sont détaillés dans le rapport de gestion intégré au rapport annuel du groupe. Les autres mandataires sociaux ne sont pas rémunérés

CONVENTIONS « REGLEMENTEES » :

Les procédures d'autorisation préalables sont respectées lorsque que des conventions relèvent des articles L 225-38 à L 225-43 du code de commerce. Conformément à ces textes, les conventions courantes conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à ce contrôle.

Les personnes concernées ne prennent pas part au vote

Ces conventions sont transmises aux commissaires aux comptes, pour présentation dans leur rapport spécial à l'assemblée générale.

CONVENTIONS DITES « DECLARABLES » :

Il s'agit des conventions portant sur des opérations « courantes » et conclues à des conditions « normales ». L'inventaire de ces conventions et des transactions intra-groupe a été établi et transmis aux commissaires aux comptes.

B. PRESENTATION DES POUVOIRS DONNES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU DIRECTEUR GENERAL

Le conseil d'administration a conféré au Directeur Général l'ensemble des pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'entreprise, ces pouvoirs doivent s'exercer dans le cadre des dispositions statutaires, orientations et directives générales décidées par le conseil.

C. *PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE*

I - Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la Direction générale, le management et autres membres du personnel en vue d'assurer, dans la mesure du possible, la gestion rigoureuse et efficace des activités de la société. Ces procédures impliquent :

- Le respect des politiques de gestion,
- La sauvegarde des actifs,
- La prévention et la détection des fraudes et erreurs,
- L'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables,
- L'établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

L'un des objectifs du dispositif de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de la société et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

II - Organisation générale

1) Les acteurs

- Monsieur Henri TRANDUC, président du conseil d'administration est responsable de la mise en place du contrôle interne au sein de la société COFIDUR, des moyens mis en œuvre et de son suivi.
- Monsieur Philippe BROUSSARD, directeur général de la société COFIDUR est responsable de la communication financière du groupe.

- Les directeurs généraux et membres des conseils d'administration des filiales sont responsables de l'élaboration des procédures applicables à la société qu'ils dirigent et doivent veiller à leur application.
- Monsieur Régis DUDOGNON, Secrétaire Général est responsable des comptes consolidés.
- Les commissaires aux comptes, valident les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sur lesquelles ils peuvent émettre des observations.
- Enfin, les directions commerciales, des achats, de la qualité ou de l'informatique sont impliquées, selon les acteurs et leur niveau de responsabilité, dans la mise en œuvre du contrôle interne.

2) L'information financière et comptable

Elaboration des états financiers

Les responsables comptables de chaque société sont en charge de la collecte et du contrôle des informations financières ; ils ont la charge d'établir les comptes sociaux dans le strict respect des normes comptables en vigueur.

Le responsable de la consolidation veille au respect des règles applicables aux comptes consolidés.

III - Description des procédures de contrôle interne

1) Principe

La mise en place et le suivi des procédures de contrôle interne relèvent de la responsabilité des directeurs généraux et membres des conseils d'administration des filiales.

A ce jour, les procédures de contrôle interne en vigueur dans les filiales ont fait l'objet d'une rédaction partielle.

Le processus de formalisation de ces procédures à vocation à se poursuivre et sera axé sur le contrôle et le suivi des principaux risques identifiés.

2) Principaux domaines

- Les systèmes informatiques

Les systèmes informatiques sont très diverses et ont fait l'objet de nombreux développements spécifiques afin de répondre aux besoins et objectifs de chaque société du groupe.

La direction informatique a constitué un groupe de travail en charge du suivi des risques et faiblesses de ces systèmes et de leur évolution.

- Les achats

Les composants actifs et passifs sont présents dans toutes les activités du groupe.

Les prix d'achats des composants subissent des fluctuations importantes liées à la conjoncture internationale.

Des efforts importants ont donc porté sur les relations avec les fournisseurs, notamment dans la rédaction des contrats.

Une politique d'achat avec rédaction de cahier des charges et contrôle qualité à été instituée dans la branche sous-traitance. Elle fait l'objet d'adaptations permanentes pour tenir compte de l'évolution du marché et des besoins spécifiques à chaque filiale.

- Les stocks et en cours

Les stocks de matières premières sont contrôlés régulièrement et sont inventoriés à chaque arrêtés de comptes semestriels et annuels.

- Les stocks affectés aux commandes sont dépréciés ou cédés à l'issue de l'affaire,
- Les stocks non affectés sont intégralement dépréciés au bout de douze mois à l'exception des matières affectables à des commandes ou contrats en cours.

Les travaux en cours et produits finis sont valorisés mensuellement par les gestionnaires d'affaires.

- La logistique

Les procédures mises en place ont pour objectif de réduire au maximum le risque de détournement (vol ou destruction volontaire) des produits.

- Le risque client

Des procédures de suivi et de contrôle ont été mises en place afin de limiter les dépassements d'en cours et les risques de pertes sur les clients en difficulté.

- Les fournisseurs

Les procédures de contrôle permettent de valider les réceptions en qualité et en quantité, et celle des visas de sécuriser les règlements.

- Les délégations de signature

Elles sont du domaine réservé des directeurs généraux des filiales qui, seuls, peuvent déléguer leur signature.

- Les assurances

Pour bénéficier des meilleures garanties et franchises, les principaux contrats font l'objet d'une revue annuelle pour les couvertures suivantes :

- Responsabilité civile
- Dommages aux biens et pertes d'exploitation
- Flotte automobile

Les garanties dommages couvrent les biens sur la base d'un remplacement à neuf.

A la connaissance des sociétés du groupe, ces contrats n'omettent aucun risque significatif.

3) Elaboration de l'information financière

Systemes d'information

COFIDUR SA a mis en place un système d'information destiné à harmoniser et fiabiliser l'élaboration des états financiers.

Il se traduit par la définition d'un plan comptable groupe et par l'application de procédures de gestion commune.

Leur application ainsi que la fiabilité du reporting sont contrôlées lors des visites aux filiales planifiées dans le cadre des clôtures annuelles et semestrielles.

Elles sont également vérifiées lors de l'établissement des budgets et au cours des contrôles effectués sur les reporting mensuels.

Un processus de convergence des systèmes d'information a été initiée en vue d'intégrer un système de suivi budgétaire au reporting mensuel.

Lors des arrêtés comptables, une attention particulière est portée à l'analyse des risques au travers d'une revue des provisions portant sur les actifs, les risques et charges, ainsi que les engagements hors bilan.

A chaque clôture annuelle, les stocks sont validés par le biais d'un inventaire physique complet ou par la mise en place de procédures physiques d'inventaire tournant. Ces procédures ainsi que les comptages sont contrôlés par les commissaires aux comptes.

Une réunion de préclôture est organisée chaque semestre avec les responsables financiers des filiales afin d'identifier l'ensemble des risques et litiges déclarés et d'évaluer l'incidence éventuel sur les comptes de l'exercice.

Contrôle et publication de l'information financière

Les comptes consolidés sont établis après contrôle, de l'exhaustivité des informations financières, de la bonne application des procédures de clôture et des retraitements, de la réconciliation des comptes intra-groupe et de la justification de la situation nette.

Les interventions de la direction financière et des commissaires aux comptes se structurent autour des points de rencontre suivants :

- Réunion de préclôture semestrielle et annuelle sur les points clés,
- Audit de clôture
- Réunion de synthèse sur les conclusions d'audit

Les conclusions d'audit sont ensuite partagées avec les responsables financiers des filiales afin de déterminer les plans d'actions correspondants.

Suite à l'émission de l'opinion des commissaires aux comptes sur les états financiers des différentes entités, les comptes consolidés sont audités, et arrêtés par le conseil d'administration.

Les communiqués de presse sont publiés dans les huit jours suivants les conseils et les publications au BALO sont effectués dans les délais légaux.

4) Evolution et perspectives

A la connaissance du conseil d'administration de la société COFIDUR, les procédures mises en place dans les sociétés du groupe satisfont aux exigences et objectifs généralement assignés aux systèmes de contrôle interne.

Les conseils d'administration ont été sensibilisés à ces exigences et continueront en 2008, à faire évoluer les procédures applicables dans leur société.

Le président du conseil d'administration le 24 avril 2008.

PROGESTION

111 Rue Cardinet
75017 – PARIS
Société inscrite à la Compagnie
Régionale de Paris

Jean-Claude PETER

1 Villa Pasteur
92200 – NEUILLY SUR SEINE
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie
Régionale de Versailles

Mesdames et Messieurs les Actionnaires
de la Société **COFIDUR**
14, rue du Viaduc
94130-NOGENT SUR MARNE

Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société COFIDUR, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière – Exercice clos le 31 décembre 2007.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société COFIDUR et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 25 avril 2008

PROGESTION

Jean-Claude PETER

Jean ALLIMANT
Commissaire aux comptes
Responsable technique

Michel BACHETTE-PEYRADE
Commissaire aux comptes
Mandataire social

Commissaire aux comptes

COFIDUR

Société anonyme au capital de 3.187.026,85 €

14, rue du viaduc – 94 130 Nogent Sur Marne

682 038 385 R.C.S. Créteil

DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

Conformément aux dispositions des articles L.451-1-1 du code monétaire et financier et 221-1-1 du règlement général de l'autorité des marchés financiers, le présent document liste les informations publiées par la société COFIDUR du 1^{er} janvier 2007 au 30 avril 2008.

DATE	TYPE DE DOCUMENT	REFERENCE
08/01/2007	Décision du Président Démission d'administrateurs	Greffe du Tribunal de Commerce De Créteil (N° Dépôt 1712 du 01/02/2007)
01/02/2007	Attestation du président Changement d'administrateur	Greffe du Tribunal de Commerce De Créteil (N° dépôt 1712)
08/02/2007	Communiqué : Chiffre d'affaires consolidé annuel 2006	www.groupe-cofidur.com + www.amf-france.org + BALO n° 23 du 21/02/2007 + AGEFI du 15/02/2007
24/04/2007	Communiqué : Résultats annuels 2006 + Chiffre d'affaires et résultats du 1 ^{er} trimestre 2007	www.groupe-cofidur.com + www.amf-france.org + AGEFI du 26/04/2007 + BALO n° 51 du 27/04/2007 Pour les comptes annuels 2006 + BALO n° 55 du 07/05/2007 Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2007
27/04/2007	Rapport financier annuel 2006 (article 451-1-2 du code monétaire et financier)	www.groupe-cofidur.com + www.amf-france.org
15/05/2007	Convocation Assemblée Générale Mixte des actionnaires de COFIDUR Le 22 juin 2007 à 14h30 au siège social de la société	www.groupe-cofidur.com + AGEFI du 15/05/2007 + www.amf-france.org + BALO n° 59 du 16/05/2007
22/06/2007	Procès-verbal du conseil d'administration Changement d'administrateurs Procès verbal d'assemblées ordinaires et extraordinaires Statuts mis à jour	Greffe du Tribunal de Commerce De Créteil (N° dépôt 12831 du 13/09/2007)
30/07/2007	Communiqué : Chiffre d'affaires du 2 ^e trimestre 2007 + Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2007	www.groupe-cofidur.com + AGEFI du 30/08/2007 + BALO n° 95 du 08/08/2007

30/08/2007	Communiqué : Résultat 1 ^{er} semestre 2007 + Chiffre d'affaires consolidé 1 ^{er} semestre 2007	www.groupe-cofidur.com + AGEFI du 06/09/2007 + BALO n° 109 du 10/09/2007
05/09/2007	Documents comptables annuels sociaux et consolidés certifiés Exercice 2006	BALO n° 107 du 05/09/2007
29/10/2007	Extrait du Procès-Verbal Augmentation de capital + Statuts mis à jour	Greffe du Tribunal de Commerce De Créteil (N° dépôt 247 du 08/01/2008
30/10/2007	Communiqué : Chiffre d'Affaires + Résultat Consolidé du 3 ^e trimestre 2007	www.groupe-cofidur.com + AGEFI du 01/11/2007 + BALO n° 137 du 14/11/2007
13/02/2008	Communiqué : Chiffre d'Affaires consolidé 2007	www.groupe-cofidur.com + AGEFI du 14/02/2008 + BALO n° 19 du 13/02/2008
25/04/2008	Communiqué : Résultats annuels 2007 + Chiffre d'affaires et résultats du 1 ^{er} trimestre 2008	www.groupe-cofidur.com + AGEFI du 25/04/2008 + BALO n° 52 du 30/04/2008
30/04/2008	Rapport financier annuel (article 451-1-2 du code monétaire et financier)	www.groupe-cofidur.com